

MATIÈRES PREMIÈRES

En terres australes, les rois suisses du charbon

Public Eye



Adrià Budry Carbó

Qui a peur du charbon ?

« C'est du charbon, n'ayez pas peur. » Lorsqu'il rejoint la tribune du Parlement australien en 2017, Scott Morrison a pensé à tout. Pour accompagner sa rhétorique : un morceau de roche sédimentaire agité sous les huées de celles et ceux qu'il raille pour leur opposition « idéologique et pathétique » au premier produit d'exportation du pays. Le turbulent grand argentier australien (puis Premier ministre jusqu'en mai dernier) a le mérite de savoir sur quoi il est assis.

« N'ayez pas peur. » D'une certaine manière, c'est aussi le message de l'Australie au reste du monde. Deuxième exportateur mondial, le pays compte 68 nouveaux projets de mines de charbon. Bon nombre sont portés par des multinationales établies en Suisse, comme Glencore ou Adani. Que l'on parle de charbon, de brut, de gaz ou de céréales, c'est l'effervescence ! Les géants des matières premières affichent des bénéfices historiques, dopés par la guerre en Ukraine et l'effet d'accordéon joué par la pandémie. Le secteur est même en passe d'égaliser les banques en poids dans le produit intérieur brut de la Suisse (voir page 20).

À Zoug ou à Genève, le fisc s'en frotte les mains. L'Australie a en commun avec notre pays de ne pas se sentir responsable des activités de ses entreprises, si polluantes soient-elles. Or le charbon est responsable de 40 % de la hausse des émissions mondiales de CO₂. Il est l'épicentre de l'ère anthropocène, l'ennemi public numéro 1. En Australie comme en Suisse, pays industrialisés parmi les plus exposés, le réchauffement climatique met en péril, là-bas, la Grande Barrière de corail, ici, les glaciers. Mais de quoi aurait-on peur ?

À l'abri des regards, alors que les conférences climatiques se suivent et déçoivent, les groupes miniers poursuivent leur mission destructrice dans les contrées australes. Nous sommes partis à la rencontre des Aborigènes qui organisent la résistance face au lobby de la pelle et de la dynamite. Tant Glencore qu'Adani ont refusé de nous ouvrir leurs portes. Ce dernier n'a pas hésité à nous suivre en voiture et à nous filmer, menaçant de représailles judiciaires en cas de publication des photos prises sur place. Nous vous invitons à découvrir ces images rares dans notre reportage. Alors, qui a peur du charbon ?

Grâce à vous !

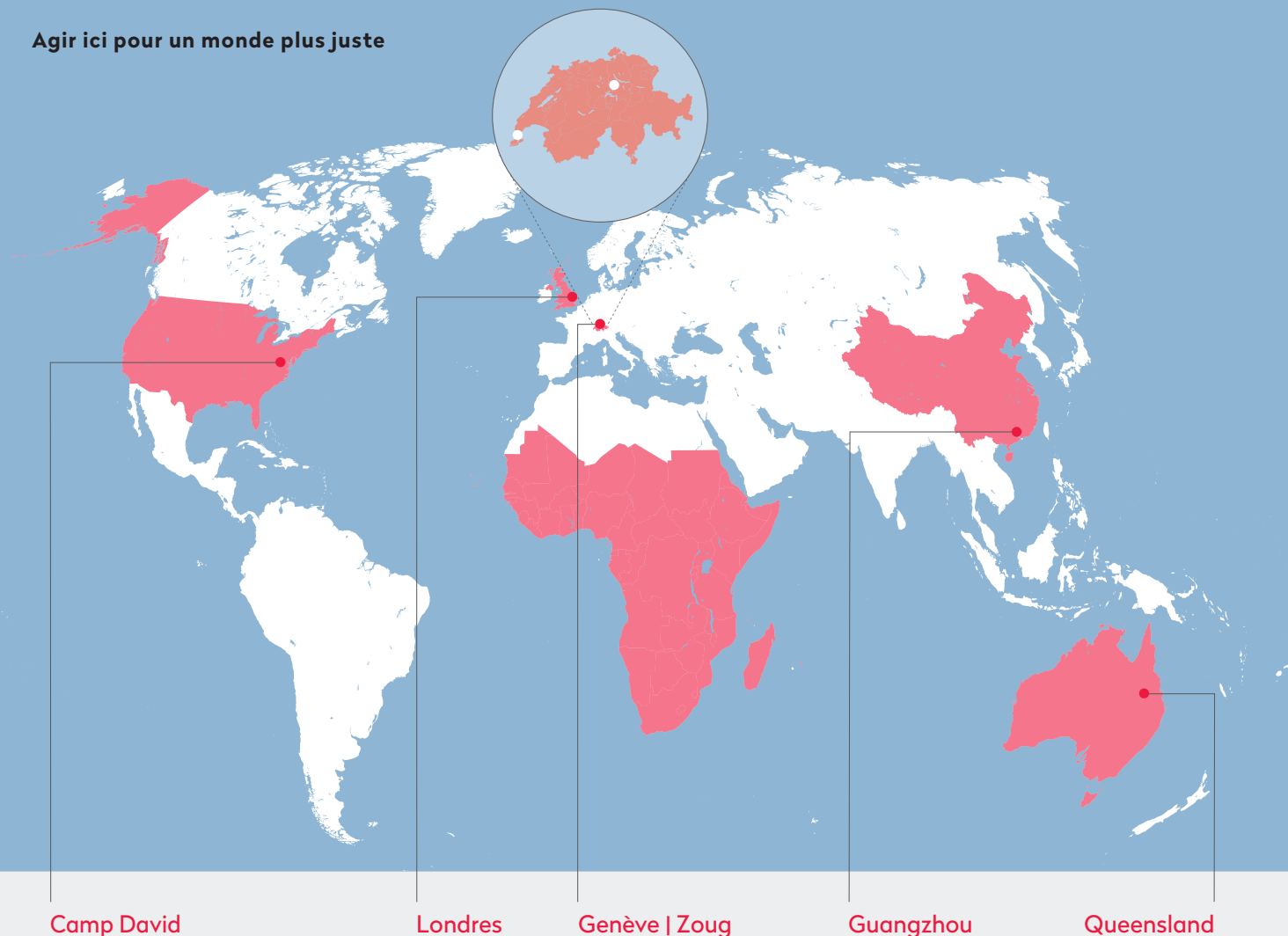
Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres, donateurs et donatrices.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances. publiceye.ch/cadeau

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye pour 75 fr. Vous recevrez ainsi régulièrement notre magazine. publiceye.ch/membres

Pour en savoir plus sur notre travail, commandez gratuitement un abonnement à l'essai. publiceye.ch/abo-essai

Public Eye



Camp David

Londres

Genève | Zoug

Guangzhou

Queensland

Enquête exclusive, le charbon et l'Australie

4 Alors qu'on pensait que le charbon était une énergie du passé, des mines de charbon sont encore ouvertes en Australie, quitte à sacrifier des terres sacrées. Public Eye a enquêté sur place.

Queensland (Australie)

Bénéfices records pour les négociants en matières premières

20 Leur réseau mondial et leur position centrale entre l'offre et la demande de matières premières, combinés à leur accès au financement, rendent les négociants très résistants aux crises.

Genève, Zoug (Suisse) | Monde

Volte-face des Rolling Stones envers Shein

18 Les Stones ont annulé leur contrat avec Shein après avoir pris connaissance des conditions de travail déplorables du géant chinois de la mode en ligne. Public Eye avait mené l'enquête il y a une année.

Guangzhou (Chine) | Londres (Royaume-Uni)

Green revolution ou des lendemains qui déchantent

30 L'ambition était de faire sortir l'Afrique de la pauvreté avant 2022, mais une initiative menée par des multinationales agricoles internationales et suisses et par le G7 a été un échec phénoménal.

Camp David (USA) | Afrique subsaharienne



En Australie, le poison du charbon

Alors que l'Europe cherche des alternatives aux énergies fossiles russes en raison de la guerre en Ukraine, l'Australie ouvre des dizaines de mines de charbon, quitte à sacrifier ses sanctuaires naturels et culturels. Pour faire passer les projets, les autorités locales invoquent l'effort de guerre européen, alors que s'agitent en coulisses les intérêts de Glencore et d'Adani, tous deux installés en Suisse. Dans les contrées du Queensland, Aborigènes et écologistes organisent la résistance au lobby de la pelle et de la dynamite. Sous la pression féroce des mineurs.

ADRIÀ BUDRY CARBÓ

La terre ocre s'infiltré partout, rèche comme ceux qui la foulent, omniprésente dans le paysage semi-désertique. La colonne de fumée jaune pâle – qui s'élève sur une cinquantaine de mètres – jure, elle, avec l'horizon. Faute de relief pour renvoyer son écho, la détonation a sonné comme un coup sec provenant de la vaste cicatrice creusée par la mine Carmichael, dans le bassin géologique de Galilée, au cœur du Queensland (nord-est de l'Australie).

Coedie MacAvoy en a vu d'autres. Enfant de la région, fils d'un *elder* des peuples Wangan et Jagalingou (un gardien du savoir), le trentenaire se présente fièrement en énonçant le nombre de jours qu'il a passés à occuper la petite parcelle située juste en face de la concession que le groupe Adani voudrait transformer en l'une des plus grandes mines de charbon au monde. Soit « 406 jours », en cet après-midi d'octobre. Le nombre de jours que compte également le camp Waddananggu (« la discussion », en langue *wirdi*).

Pas suffisant pour empêcher le démarrage de la production en décembre 2021, mais une grosse épine dans le pied de l'ambitieuse multinationale. Le groupe, contrôlé par le milliardaire indien Gautam Adani, devenu troisième fortune mondiale (142,4 milliards de dollars, selon un pointage effectué mi-novembre 2022) grâce au boum des cours du charbon (voir page 13), a installé en avril 2020, à Genève, une branche commerciale, toujours domiciliée chez une fiduciaire de la place, destinée à écouler son charbon. Adani a bénéficié du soutien de Credit Suisse qui lui a permis de lever, en 2020, 27 millions de dollars US d'obligations, selon les données de Public Eye. Après Coal India, Adani est la multinationale comptant le plus de projets d'ouverture de nouvelles mines de charbon (60), selon la plateforme spécialisée Global Coal Mine Tracker. Glencore arrive en sixième position (37).

Gautam Adani contrôle un tiers des importations indiennes de charbon. Mais, comme le rapportait en novembre 2022 *The New Yorker*, son groupe est aussi connu dans son pays pour raser des villages et des forêts afin d'y creuser d'immenses mines de charbon.

À Waddananggu, la flamme cérémonielle de ceux que l'on appelle ici les « propriétaires traditionnels » brûle depuis le 26 août 2021. Les accompagnent quelques intermittent-e-s : de jeunes activistes du climat et militant-e-s pro-Aborigènes, parfois accompagné-e-s de leurs enfants. Au total, une quinzaine de personnes. « Ne respirez pas cette merde ! » lance-t-on à celles et ceux qui déboulent

depuis les tentes et baraquements pour observer l'épaisse colonne de fumée qui se disperse à l'horizon.

Les « Zadistes » australiens, la guerre et le milliardaire

Les épaules brûlées par le soleil, une plume tombant depuis son chapeau de feutre le long de sa chevelure blonde, Sunny filme le nuage de poussière qui s'éloigne vers le nord-ouest, en direction des cultures environnantes et du bétail épars. Sunny – qui dénonce la destruction des artefacts aborigènes vieux comme cette terre – documente toutes les détonations d'une mine qui, après une quinzaine d'années de procédures légales, s'agrandit à vitesse grand V.

Au sortir de deux années de pandémie, les mines de charbon tournent désormais à plein régime afin de capitaliser sur des cours historiques. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, le charbon australien (le substitut le plus direct du charbon russe en termes de qualité) s'échange à trois fois son prix moyen sur la dernière décennie. Des pays très dépendants des énergies fossiles russes, comme la Pologne, ont prié l'Australie d'augmenter ses exportations de charbon thermique. Dans le Queensland, les autorités en ont même profité pour mettre un coup de fouet à des projets particulièrement peu populaires, comme celui d'Adani. Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Australie a exporté 3,3 millions de tonnes de charbon vers l'Europe, selon les données fournies à Public Eye par l'agence spécialisée Argus Media. Près de la moitié de ce charbon (1,4 million de tonnes) provenait d'onze vraquiers venant du terminal Abbot Point, ouvrant sur la mer de Corail (au nord-est du pays) et contrôlé par Adani. Sunny est indignée. « Ils ne devraient pas faire de détonations par un vent pareil, glisse-t-elle sans lâcher son smartphone. Je veux dire : ils ne devraient pas en faire du tout... mais encore moins aujourd'hui. » Pour Adani, l'objectif est d'atteindre 10 millions de tonnes de production d'ici à la fin de 2022. Si le groupe semble pressé, c'est que son projet visait initialement 60 millions de tonnes par an, convoyés sur 300 kilomètres par une double ligne de train jusqu'à Abbot Point. Depuis ce site, à quelques dizaines de kilomètres de la Grande Barrière de corail – inscrite depuis 1981 au patrimoine mondial de l'UNESCO et désormais considérée comme « en danger », selon un rapport de spécialistes de l'ONU publié fin novembre 2022 –, le charbon est chargé sur des vraquiers afin d'être brûlé, principalement dans des centrales indiennes, chinoises ou coréennes, à près de 10 000 kilomètres de là.

Une aberration écologique et logistique, selon Grant Howard. Pour cet ancien mineur de la région de Mackay, qui a travaillé une trentaine d'années dans l'industrie, Carmichael « n'a de sens commercial que parce qu'Adani possède toutes les infrastructures et fait payer l'énergie trop cher à la population indienne ». Devenu

← Après des années de blocages juridiques, Adani exploite désormais la mine Carmichael à plein régime. Le prix du charbon est actuellement trois fois plus élevé qu'avant la guerre en Ukraine. Ici, une explosion soulève une colonne de fumée sur une cinquantaine de mètres.



Coedie MacAvoy est descendant des peuples Wangan et Jagalingou. Poursuivant le combat de son père, il a été le premier à occuper en 2019 cette parcelle, en face de la mine Carmichael, pour s'opposer aux ambitions du magnat indien de l'énergie Gautam Adani.

© Matthew Abbott/Panos

environnementaliste, retiré dans le *bush* pour se rapprocher de la nature, Grant Howard dénonce un projet « anachronique », qui risque de servir de cheval de Troie à d'autres mégaprojets miniers dans le bassin de Galilée, inexploité jusqu'à l'arrivée des équipes de Gautam Adani. « Ceux qui continuent à extraire du charbon thermique n'ont aucun sens moral », tacle-t-il. L'Australie détient la troisième réserve mondiale de charbon au monde, de quoi prolonger la production pendant quatre siècles.

Contactée, Credit Suisse, qui a fourni des services financiers pour Adani, dit assumer sa responsabilité dans la lutte contre le changement climatique. « Nous reconnaissons que les flux financiers doivent également être mis en conformité avec les objectifs fixés par l'Accord de Paris », soutient son service médias, assurant qu'en 2021, la banque a baissé de 39 % son exposition financière au charbon. Les porte-parole n'ont en revanche pas précisé si un client comme Adani, qui tire l'essentiel de ses revenus du charbon et projette d'ouvrir de nouvelles mines de charbon thermique, serait à l'avenir exclu de financement. « La position de Credit Suisse en matière de durabilité est axée sur le soutien de nos clients dans la transition vers

des modèles économiques à faible émission de carbone et résilients au changement climatique », précisent-ils.

L'histoire sanglante de ce pays

Pour Coedie MacAvoy, c'est une affaire personnelle. Secondant le combat de son *old man* – son père Adrian Burragubba, qui s'est ruiné en procès contre la multinationale –, il a occupé seul le site Carmichael en 2019, afin de « reprendre des bouts de propriété » sur ses terres ancestrales et faire ainsi barrage aux équipes de construction d'Adani. Deux semaines de siège, avant que la sécurité ne bloque totalement la route de son ravitaillement.

C'est encore lui qui mène la fronde depuis août 2021, mais il n'est plus seul. « Je conteste le droit du gouvernement de procéder à l'acquisition forcée d'un terrain pour le transformer en concession minière », proclame Coedie MacAvoy. Yeux verts perçants, un *flow* de rappeur, son totem tatoué sur le torse, le trentenaire se revendique volontiers dans le lignage des activistes occupant des arbres, une pincée de *fight the power* en plus. « Je ne suis pas un écolo des quartiers de Melbourne », prévient l'Aborigène.



© Matthew Abbott/Panos

Comme un bras dans la mer, le terminal Abbot Point est appelé à devenir le carrefour du commerce de charbon entre l'Australie et l'Asie mais aussi l'Europe. Acheté par le groupe Adani en 2011, il est situé à seulement 70 kilomètres de la Grande Barrière de corail, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le gouvernement local du Queensland a finalement aboli le titre de propriété des populations natives en 2019, afin de les céder au groupe minier, qui les traite depuis comme des intrus. Mais, en conséquence de l'opposition acharnée de Coedie et de son père, ils se sont vu reconnaître par la justice le droit d'occuper leurs terres pour « contrôler, protéger et développer leur identité et leur patrimoine culturel », pour autant que cela n'interfère pas avec les activités minières.






Une brèche dans la loi liée à l'histoire sanglante de cette région et aux conditions d'acquisition de cette terre des mains des Aborigènes. « Vous savez : les Blancs n'ont débarqué ici qu'en 1860 à l'époque de mon arrière-grand-père, soutient Coedie MacAvoy. Ils ont abattu tous les hommes en âge de se battre ». Les Aborigènes n'ont été intégrés dans le recensement de la population australienne qu'en 1967. La Constitution fédérale australienne ne leur reconnaît toujours pas de droits spécifiques. Mais sur le plan régional, une loi de 2019 garantit désormais leur droit à protéger leur culture. « Nous avons appris à manier leurs armes ; nous avons ouvert la boîte de Pandore », énonce fièrement Coedie MacAvoy, qui a gardé le nom irlandais

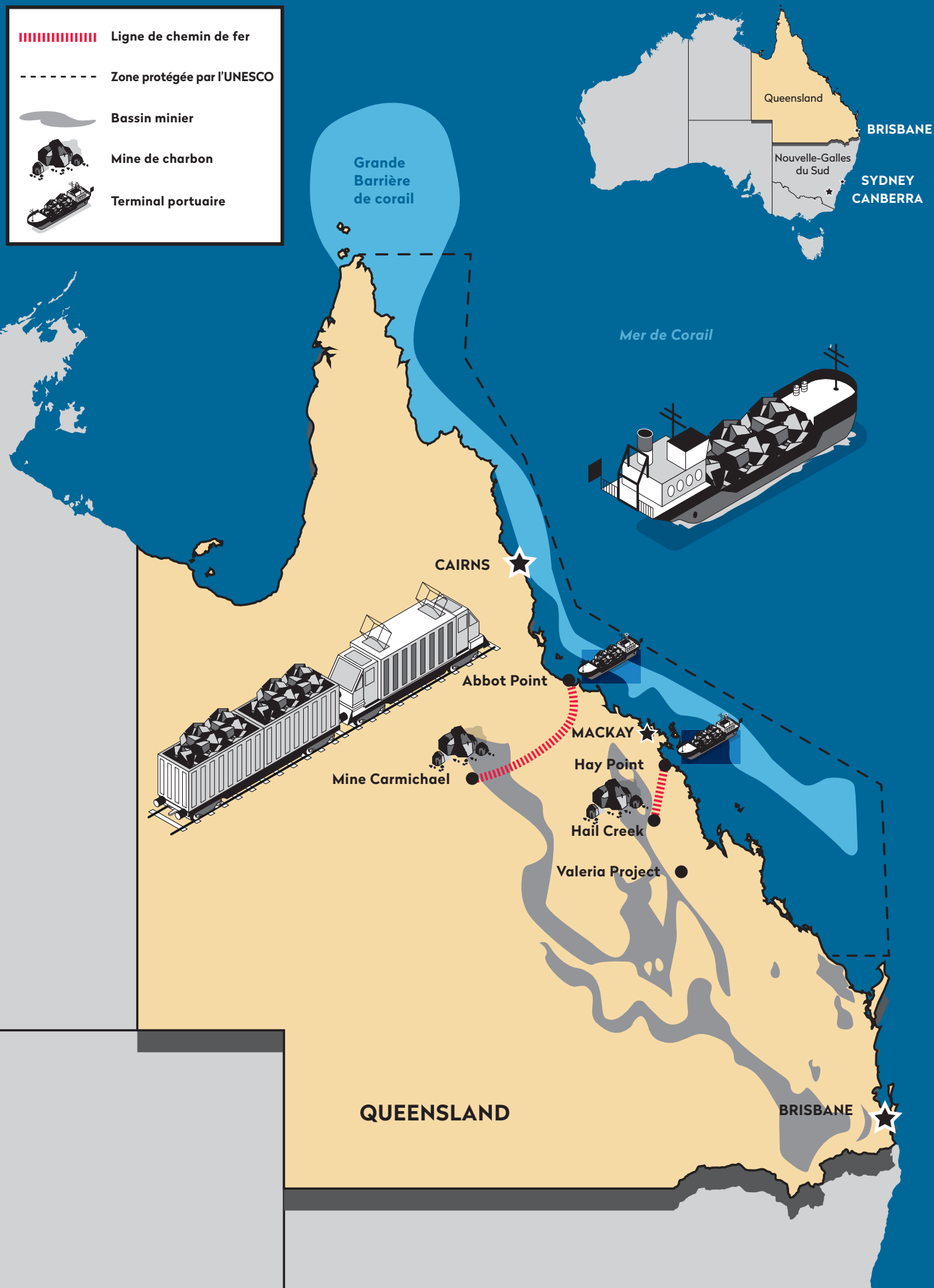
« emprunté » par son grand-père. À l'aise comme un chef de tribu, il transmet la langue *wirdi* aux plus jeunes et rêve désormais de créer un *esperanto* des dialectes aborigènes puisque « tout ce que je dis ou touche est reconnu comme un acte culturel ». De quoi faire enrager le groupe Adani, qui se raccroche à sa concession minière et n'en finit plus d'appeler la police, basée à près de 180 kilomètres.

Public Eye a pu constater avec quelle agressivité la multinationale traite les personnes qui s'intéressent à ses activités. Durant notre enquête sur place, un SUV des services de sécurité nous a suivis le long de la route publique qui mène à la mine et filmés à notre sortie du véhicule devant le camp Waddananggu. Quelques heures plus tard, une missive parvenait par courriel à la direction de Public Eye, nous intimant l'ordre de quitter le périmètre – « *leave immediately and do not return* » – et nous interdisant de diffuser les images tournées sur place. La lettre conclut en évoquant une plainte déposée à la police locale et en laissant planer la menace de poursuites judiciaires.

Public Eye a fait parvenir une liste de questions détaillées à Adani, qui n'a pas souhaité préciser quels sont les plans de développement pour sa filiale à Genève ou ses

LE BASSIN MINIER DU QUEENSLAND EN AUSTRALIE

-  Ligne de chemin de fer
-  Zone protégée par l'UNESCO
-  Bassin minier
-  Mine de charbon
-  Terminal portuaire





Le vraquier Mineral Noble, battant pavillon de complaisance panaméen, est en cours de chargement à Abbot Point. C'est 167 000 tonnes de charbon qu'il va débarquer dans le port vietnamien de Cam Pha.

ambitions pour la mine Carmichael, ni évoquer son attitude vis-à-vis de voix critiques. La multinationale rejette en revanche « complètement » nos questions sous-entendant que ses entreprises ont agi de façon irresponsable ou contraire aux lois et réglementations en vigueur. « Il est décevant que Public Eye utilise sa position privilégiée en tant qu'organisation basée dans une nation extrêmement riche et développée pour essayer de refuser aux personnes les plus pauvres du monde l'accès à la même énergie fiable et abordable dont les économies avancées bénéficient depuis des décennies », conclut le message envoyé par un porte-parole de la filiale australienne.

Les données en possession de Public Eye démontrent pourtant qu'une part conséquente de la production d'Adani est actuellement redirigée vers des ports néerlandais, allemands, suédois et britanniques. Et donc pas forcément au bénéfice des « personnes les plus pauvres du monde ».

Big dollars et héros en casques de chantier

Le combat mené par la famille de Coedie contre la multinationale peut sembler inégal. Tant le Gouvernement

fédéral que celui du Queensland ont déroulé le tapis rouge pour les groupes miniers, qui devraient désormais rapporter, grâce aux cours historiques, 120 milliards de dollars australiens (76 milliards de francs) de recettes pour l'exportation de 400 millions de tonnes de charbon thermique (destiné à produire de l'électricité) et métallurgique (à usage industriel).

Premier mineur de charbon du pays avec 15 mines (deux tiers de sa production), la multinationale zougnoise Glencore forme – avec ses concurrents australiens, chinois, japonais et le susmentionné Adani – un puissant réseau d'influence qui dispose de ses propres relais médiatiques et politiques. Au Queensland, le lobby du charbon revendique 58,8 milliards de dollars australiens (plus de 37 milliards de francs) de contribution à l'économie locale et 292 000 emplois, dont 35 000 directs.

Ancien Premier ministre conservateur australien, Tony Abbott décrivait, en juin 2015, le projet d'Adani comme un « miracle » qui permettrait à l'Australie « de devenir une superpuissance énergétique ». Le groupe indien a obtenu un allègement fiscal ainsi qu'un opaque moratoire de plusieurs années sur ses redevances



La mine à ciel ouvert de Hail Creek émettrait dix fois plus d'émissions de méthane que ce qu'a admis son propriétaire, Glencore. Le groupe zougais a acquis la majorité des parts, en août 2018, des mains d'une société concurrente qui a désinvesti le charbon.

© Matthew Abbott/Panos

minières. Sous pression, les autorités ont finalement renoncé à octroyer un prêt à la multinationale pour lui permettre de développer sa ligne de chemin de fer. En 2019, un rapport de l'Institute of Energy Economics and Financial Analysis – un think tank qui examine les questions liées aux marchés et politiques énergétiques – avait estimé l'ardoise de ces « cadeaux » à plus de 2,7 milliards de francs, une somme qui serait même la condition de viabilité du projet.

L'opératrice touristique Lindsay Simpson s'est elle-même rendue, avec un groupe d'activistes australien-ne-s, sur les terres de Gautam Adani, dans l'État indien du Gujarat. Leur mission : s'inviter à l'assemblée générale du groupe en 2017, et intercepter la Première ministre du Queensland, Annastacia Palaszczuk, en visite officielle, pour lui asséner : « Vous emporterez dans votre tombe la mort de la Grande Barrière de corail. »

La première rencontre de Lindsay Simpson avec Adani remonte à 2013. Ayant acquis le terminal Abbot Point deux ans plus tôt, le groupe indien voulait alors augmenter ses capacités via de spectaculaires travaux réalisés directement dans la mer de Corail. Pour ce faire,

il a cherché à faire avaliser par le secteur touristique le déversement de 3 millions de mètres cubes de sédiments de dragage directement dans l'eau. Reconvertie dans les croisières en voilier, l'ancienne journaliste criminelle du *Sydney Morning Herald* a refusé, à l'époque, de valider le document produit par Adani et signé par sa faitière, selon elle « contre dédommagements ».

Lindsay Simpson se décrit aujourd'hui comme auteure d'une fiction et de onze romans policiers basés sur de vrais crimes, « dont celui d'Adani » : *Adani, Following It's Dirty Footsteps* (2018). Elle y narre les courbettes des politicien-ne-s de la région devant l'industrie minière australienne. Dressant un parallèle entre la colonisation de l'Australie et l'histoire minière, elle pourfend encore « l'hommage » perpétuel et hypocrite rendu à ces « héros masculins de la classe ouvrière en casques de chantier ».

Les premiers gisements de charbon du Queensland ont été découverts en 1825, à l'ouest de Brisbane, alors que la région devait servir de colonie pénitentiaire pour la couronne britannique. L'exploitation à large échelle de la roche sédimentaire, après la transformation en territoire libre moins de deux décennies



Glencore n'a pas autorisé Public Eye à visiter la mine de Hail Creek. À l'entrée, un panneau indique pourtant les « valeurs » chères au géant zougais, parmi lesquelles figure « l'ouverture ».

© Matthew Abbott/Panos

plus tard, a permis d'alimenter les bateaux à vapeur débarquant les premiers colons.

Dans le *country*, les zones rurales situées à l'intérieur du pays, la population dépend toujours de ces emplois, source quasi exclusive de revenus avec l'agriculture. Depuis les villages de Collinsville, Clermont ou Emerald – où Glencore possède quelques-unes de ses mines –, on critique plus facilement l'obstructionnisme des milieux écologistes et de défense des Aborigènes que les travers de l'extractivisme. L'arrivée de journalistes y est rarement vue d'un très bon œil, et rares sont ceux qui acceptent de s'exprimer pour un média dont ils ne « partagent pas l'agenda ».

Faire vivre les kids

Luke Holmes n'est pas de ceux-là. Croisé sur son quad alors qu'il regardait pâturer son troupeau, il souhaite toutefois insister sur l'indispensable création d'emplois. « Les kids doivent pouvoir continuer à travailler. Tu ne vas pas devenir docteur ici », crache-t-il avec sa chique, ses deux chiens haletant à l'arrière. Luke Holmes a lui-même travaillé pendant une quinzaine d'années pour un groupe

minier, de quoi rassembler les fonds nécessaires afin de s'acheter suffisamment de terres pour en vivre. Les salaires d'entrée atteignent facilement 45 dollars australiens de l'heure (29 francs suisses), près du double pour les personnes plus qualifiées, nourriture et logement compris. S'il reste reconnaissant envers *Big Coal*, le fermier admet que « la réglementation est beaucoup plus souple pour les mines de charbon que pour les agriculteurs ».

C'est que le Roi charbon règne en maître sur la région et ne tolère guère la cohabitation. Actuellement, en Australie, 68 projets d'extensions ou d'ouvertures minières sont dans le pipeline, la moitié dans le Queensland, selon les chiffres officiels. Devant la marche conquérante du charbon, certaines familles d'agriculteurs et agricultrices en sont réduites à vivre leur deuxième expropriation dans des pleurs étouffés. Pour contrebalancer, les groupes miniers négocient les dédommagements au cas par cas et rivalisent d'annonces fracassantes quant aux bénéfices pour les communautés locales et au nombre d'emplois créés. Adani avait promis 1500 postes durant la construction et 6750 emplois indirects. Ces chiffres ont depuis été largement revus à la baisse.

Professeur associé en ingénierie environnementale, Matthew Currell s'inquiète, lui, de la mainmise des mines de charbon sur les ressources en eau dans ces régions semi-désertiques. « Le Gouvernement du Queensland a accordé à Adani une licence pour pomper autant d'eau souterraine qu'ils le veulent. Les études d'impact n'ont pas été faites sérieusement », dénonce l'un des auteurs de la tribune intitulée « L'Australie a écouté la science sur le coronavirus. Imaginez si nous faisons de même pour les mines de charbon ». Pour ce chercheur de l'Institut royal de technologie de Melbourne (RMIT), le risque de contamination ou d'assèchement de l'écosystème de sources d'eau de Doongmabulla – abritant des communautés végétales rares et sacrées pour les Aborigènes – est manifeste et a été ignoré devant les intérêts économiques et électoraux.

Le dealer et ses métaphores

Il existe un problème plus lancinant encore sur le plan mondial : celui des émissions. Longtemps, le débat s'est concentré sur le dioxyde de carbone (CO₂) généré par la combustion du charbon. Une critique à laquelle les lobbies ont souvent répondu en se défaussant du problème sur les pays où le charbon est consommé. « C'est la défense du dealer : j'ai beau vendre de l'héroïne, je ne suis pas responsable de ceux qui en consomment », image Peter MacCallum, coordinateur du Mackay Conservation Group, une organisation écologiste.

Le gouvernement local a d'ailleurs annoncé en grande pompe, fin septembre, vouloir se passer du charbon thermique dans la consommation domestique d'énergie d'ici à 2035. Sans rien mentionner toutefois de son exportation. Une annonce politique qui inspire à Peter MacCallum ce commentaire ironique : « Nous deviendrons ainsi comme la Suisse : nos mains seront propres. »

Le combat écologique se focalise en réalité toujours plus sur la question du méthane, un puissant gaz à effet de serre libéré lors de l'extraction minière. Quarante-deux fois plus puissant que le CO₂, il serait responsable, depuis un siècle, de l'augmentation de 0,5 degré des températures mondiales, selon l'un des derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). En Australie – pays industrialisé le plus vulnérable aux catastrophes climatiques, comme la montée du niveau des eaux ou les feux de forêt –, le cœur des préoccupations écologiques bascule donc de la combustion du charbon vers son extraction et son traitement. Exit la métaphore du dealer pour le pays producteur.

Le cabinet de recherche Ember a analysé, dans un rapport de juin 2022, les fuites de méthane de toutes les mines de charbon australiennes grâce à de nouvelles images prises par un satellite de l'agence spatiale états-unienne (NASA). Résultat : près de deux fois la contamination générée par le parc automobile local, et la

situation promet de se détériorer avec les projets miniers dans le bassin de Galilée, comme celui d'Adani, dont la durée de vie s'étend sur plusieurs décennies.

Parmi les mines à ciel ouvert les plus polluantes : Hail Creek, dont Glencore a repris la majorité des parts et ses quelque 7 millions de tonnes de production en 2018. Les images satellite montrent que la mine laisse échapper plus de dix fois la quantité de méthane déclarée par Glencore aux régulateurs. Contacté plusieurs semaines à l'avance, le groupe zougois a refusé de nous laisser visiter la mine, invoquant la « révision du budget annuel ». Sur place, à l'entrée de la route publique qui débouche exclusivement sur la mine et son checkpoint, un panneau vante pourtant l'ouverture et la responsabilité parmi les valeurs de Glencore. Interpelé, le groupe nous a fait parvenir une fiche explicative sur la question des émissions de méthane. Celle-ci décrit le phénomène lié aux mines à ciel ouvert, reconnaît les efforts de réduction de Glencore (en brûlant le gaz ou en le capturant pour le convertir en électricité) et émet des doutes sur l'utilisation d'images satellite, « de nature discontinue », pour les comparer aux émissions déclarées annuellement.

Dans le Queensland, il devient pourtant difficile d'ignorer le réchauffement climatique. Fierté de la région, la Grande Barrière de corail, qui s'étend sur 2000 kilomètres, est en proie à des cyclones toujours plus violents et à une accélération des phénomènes de blanchissement du corail. En mai 2022, une vague de chaleur prolongée a affecté 91 % des récifs, selon un rapport gouvernemental. C'est la quatrième vague depuis 2016. Dans les milieux touristiques, habituellement peu déserts pour ne pas décourager les fêru-e-s de plongée et de voile, les langues commencent à se délier.

Né en Californie, Tony Fontes a débarqué sur les côtes d'Airlie Beach en 1979 « pour vivre [son] rêve de plonger dans le récif ». Il n'est plus jamais reparti. Mais aujourd'hui, les sensations ne sont plus les mêmes tant la Grande Barrière de corail a souffert. « C'est l'omerta. Plutôt que de s'unir pour contrer les intérêts miniers qui nuisent au tourisme, les opérateurs préfèrent nier les conséquences du changement climatique de peur que les touristes ne reviennent plus », dénonce-t-il. Lindsay Simpson a, elle, observé l'arrivée d'une nouvelle catégorie de tourisme qu'elle nomme le « *disaster tourism* », soit des voyageurs et voyageuses pressé-e-s de voir la Grande Barrière de corail avant qu'il ne soit trop tard.

Les beaux jours de l'industrie

L'industrie du charbon a pourtant encore l'avenir devant elle. Entre les localités de Capella et Emerald, Glencore a déposé, en avril 2020, des demandes de permis pour construire ce qui pourrait devenir la plus grande mine d'Australie : six puits de charbon pour une production de 20 millions de tonnes par an.

(suite page 15) →



© Vijay Soneji/Mint via Getty Images

Tous deux originaires de l'État du Gujarat et partageant une communauté de valeurs, Gautam Adani (à gauche) en compagnie du Premier ministre, indien Narendra Modi. L'ascension des deux hommes est indissociable. Lors de la campagne électorale de 2014, c'est en jet Adani que se déplace le candidat Modi.

Gautam Adani, une fortune sous stéroïdes

Comme tous les milliardaires, il aime évoquer des origines modestes. Fils d'un négociant de textile du Gujarat (ouest de l'Inde), issu d'une fratrie de huit, Gautam Adani n'échappe pas à la règle. Après de modestes débuts comme négociant, le groupe Adani, fondé en 1988, s'est vite diversifié dans les infrastructures portuaires et aéroportuaires, les centrales électriques, les mines de charbon, l'immobilier et, plus récemment, les médias. La fulgurante ascension de l'empire Adani a été réalisée sous perfusion financière et grâce aux largesses de nombreuses banques internationales. Le groupe le plus endetté d'Inde a en circulation quelque 8 milliards de dollars US d'obligations en monnaie étrangère, selon les données de Bloomberg. Le conglomérat est divisé en de multiples sociétés enchevêtrées dont sept sont cotées en Bourse. La tempête sur les marchés énergétiques consécutive à la guerre en Ukraine a plutôt réussi à l'autoproclamé *self-made man*. Portées par les cours du charbon et du gaz, ses sociétés ainsi que sa fortune personnelle l'ont hissé au troisième rang des plus grandes fortunes mondiales. En mai 2022, le cimentier suisse Holcim lui a vendu ses activités en Inde pour 10,5 milliards de dollars. Mais, en Inde, on dénonce aussi la proximité de Gautam Adani avec le Premier ministre, Narendra

Modi, également issu du Gujarat dont il était ministre en chef quand l'homme d'affaires a bénéficié de nouvelles lois instituant des zones franches (bénéficiant d'avantages fiscaux pour attirer les investisseurs) où il projetait d'installer certaines de ses infrastructures. En campagne pour devenir Premier ministre en 2014, Narendra Modi a pu compter sur un jet mis à disposition par le groupe Adani pour le ramener à la maison tous les soirs.

Gautam Adani apprécie peu que l'on se penche sur les liens d'intérêts qui l'unissent à son Premier ministre. Dans le paysage médiatique indien, c'est ainsi que l'on interprète son offensive, en août dernier, pour contrôler NDTV, l'une des chaînes encore critiques du Gouvernement indien. Il n'est pourtant pas connu pour apprécier les questions. «Adani a un long historique dans l'intimidation de journalistes et d'activistes qu'il n'hésite pas à poursuivre en justice», soutient Stephen Long, journaliste d'investigation auprès de la chaîne publique australienne ABC. Dans le Gujarat, la police locale a forcé, en 2017, son équipe de reporters à quitter la région. Les journalistes enquêtaient sur les pratiques de soustraction fiscale du groupe et projetaient d'interroger des pêcheurs délogés par un terminal portuaire d'Adani.



Nom de code : Valeria Project. Début des travaux : 2024. Durée : 30 mois, avec son lot d'infrastructures ferroviaires et électriques. Le tout exploitable pendant 37 ans. Soit bien après 2050, date à laquelle le groupe zougois s'est engagé à devenir « *net zero* » en émissions de gaz à effet de serre.

Sous la pression de ses investisseurs, la multinationale, alors dirigée par Ivan Glasenberg, s'était engagée en février 2019 à limiter sa production de charbon à « environ » 150 millions de tonnes par an. Elle en a produit 103,3 millions en 2021, année encore marquée par la pandémie. Depuis, Glencore n'a pas hésité à racheter les parts de ses concurrents dans la mine colombienne Cerrejón. Ce qui devrait encore ajouter 14 millions de tonnes à sa propre production. Rien qui ne fasse penser au « gel » de la production annoncé par la multinationale, qui se rapproche dangereusement de la limite qu'elle s'était fixée. Sur les quelque 10 000 hectares qu'occupera Valeria sur le territoire, Glencore a déjà largement fait le ménage. Neuf familles ont déjà été déplacées, et le site, sur lequel se trouve deux forêts d'État, est presque entièrement clôturé. Ne reste plus, dans une petite maison, qu'un pilote d'hélicoptère qui attend la fin de son bail, en janvier 2023.

Dans le magasin de journaux de Capella, qui sert aussi de centre d'information, la kiosquière tend directement à ses visiteurs une brochure produite par Glencore, datée de mai 2022, qui résume le déroulé des opérations. « Le projet a commencé il y a des années, ce n'est pas une surprise, résume-t-elle fataliste. Nous avons de nombreuses mines dans les environs : nous savons de quoi il en retourne. »

Un fermier, qui n'a pas souhaité être nommé, ne se réjouit pas plus de se retrouver « assis dans la poussière de Glencore ». En Australie, les mines vident les campagnes. D'autant que, selon l'agriculteur, le groupe n'a pas un bilan glorieux en matière de relations avec le voisinage. Sa propriété borde sur plusieurs kilomètres la future mine Valeria. Et, même s'il n'a aucune envie de quitter cette terre « qui nous a tant donné et fait partie de nous », il y sera contraint par les nuisances occasionnées par l'extraction du charbon. « Les gens en Suisse doivent réaliser à quel point l'industrie minière est invasive », lâche-t-il gravement.

Sur les terres des Aborigènes

Ce n'est pas Scott Franks qui dira le contraire. Alors qu'il s'oppose au projet de Glencore d'extension de la mine

Glendell, située sur les terres de ses ancêtres Wonnarua, l'Aborigène s'est retrouvé ciblé nommément (ainsi qu'un autre activiste), via une pleine page publiée par le groupe zougois dans un média local, comme « cherchant à stopper notre projet » et l'activité industrielle sur une surface de 156 km² dans la Hunter Valley, en Nouvelle-Galles du Sud. En jeu : 3000 emplois. « La stratégie, c'est de retourner la communauté minière contre les Aborigènes, les *Black folks*. On a soutenu toutes les mines jusqu'à présent, mais il ne nous reste plus que 3 % de notre pays », analyse Scott Franks avec amertume.

Le projet d'extension de Glendell affecterait le site historique d'un massacre commis en 1826 par la police montée sur un campement aborigène (36 morts). Dans son annonce, Glencore – qui voudrait déplacer une ferme – affirme que la tuerie s'est en réalité déroulée à 20 kilomètres de là et conteste les droits de propriété des deux opposants ainsi que leur représentativité par rapport au peuple Wonnarua. La Commission indépendante de planification du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud (IPC) a refusé, fin octobre, d'accorder à Glencore le droit d'agrandir la mine de Glendell. Contacté, le groupe minier dit réfléchir à faire recours de cette décision, maintenant que le « massacre de 1826 a eu lieu en dehors du domaine de Ravensworth » et que « la ferme actuelle a été construite après ». Dans sa réponse, la multinationale évoque aussi ses programmes de réhabilitation des terrains miniers ainsi que de soutien aux jeunes Aborigènes. « Nous reconnaissons la relation unique des peuples autochtones avec l'environnement », assure Glencore en évoquant des relations entretenues dans la bonne foi, le respect et dans la recherche « d'avantages mutuels ». « Glencore ne traite qu'avec les communautés qu'il peut acheter », tacle Scott Franks.

Glencore semble pourtant se soucier davantage de son image après la vague de procédures pénales pour corruption aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Brésil ou en Suisse dirigées contre lui ces dernières années. En Suisse comme en Australie, le géant du charbon cherche à se profiler comme un acteur majeur de la transition énergétique, mettant en avant son rôle dans le minage de cobalt et de cuivre, essentiels à la production de batteries électriques. En Australie, sa campagne « *Advancing Everyday Life* » lui a valu une plainte pour « comportement trompeur ou mensonger » auprès de l'organisme de protection des consommateurs et des investisseurs. La Coalition pour des multinationales responsables, dont fait partie Public Eye, a également attaqué Glencore pour *greenwashing* en raison de sa campagne d'affichage dans les transports publics et gares de Suisse. Pas de quoi ébranler la multinationale qui assure que les trois plaintes ont été rejetées, ni de l'empêcher d'ouvrir de nouvelles mines, comme sa concurrente Adani.

← À moins de 2 kilomètres de la mine Carmichael, le camp Waddananggu (« la discussion » en langue wiridi) est occupé en permanence, depuis août 2021, par des communautés aborigènes et des écologistes.



© Matthew Abbott/Panos

Gautam Adani ambitionnait de faire de Carmichael la plus grande mine de charbon d'Australie avec 60 millions de tonnes de production. Critiqué pour son impact environnemental, lâché par ses banques, le projet a été revu à la baisse, à 10 millions de tonnes par an. Mais le magnat de l'énergie n'a pas dit son dernier mot.

L'humour et le flambeau

Mais, à Waddananggu, Coedie MacAvoy a sans conteste la peau aussi dure que son père. Et l'humour grinçant comme cette terre, lorsqu'elle s'infiltré dans les moteurs des 4x4. À l'entrée du camp, il a posé plusieurs panneaux avertissant contre l'entrée non autorisée, sous peine d'être jugé par la justice tribale : « Vous avez vu mon panneau ? Il ressemble à n'importe quel autre panneau, et dans un monde plein de panneaux, personne ne fait plus la différence. » L'année dernière, il a organisé son propre « Tour of Carmichael », une étape reine qui a réuni plus d'une centaine de cyclistes dans le périmètre dessiné pour Adani. « Nous avons la force morale. Nous continuons à vivre donc nous gagnons », assure le trentenaire.

Coedie MacAvoy vivait dans la capitale régionale, à Brisbane, au moment du lancement du projet minier. Il l'admet sans ambages : « Je ne pense pas que ma famille serait retournée dans le *country*, d'où mon grand-père a été déplacé à la pointe du fusil, si ça n'avait pas été pour Adani. » Coedie, qui a grandi en écoutant les discours de son père, n'a-t-il pas eu envie de se rebeller contre la destinée familiale pour faire autre chose ? N'a-t-il pas l'impression d'avoir hérité d'un conflit sans fin ? « Je n'ai jamais pensé que la génération de mon père allait être le

facteur décisif, répond-il simplement. Ils sont encore trop empreints de traumatismes et de colère. »

À l'horizon, le soleil se couche sur Carmichael. Le nuage de poussière s'est dissipé, et la mine est désormais baignée dans le silence. Coedie MacAvoy en profite pour planter un palmier qui, il l'espère, donnera des fruits dans quelques années. ■

Début décembre 2022, après l'envoi de nos questions, Glencore a déclaré avoir rétrogradé le projet Valeria désormais considéré comme « en révision ». Dans un communiqué de presse, envoyé à un groupe restreint de médias, le groupe évoque « l'incertitude globale » et « l'ambition d'être une entreprise à émissions totales nettes nulles d'ici 2050 ». Les hausses programmées par le Queensland de la redevance sur le charbon, qui ont « entamé la confiance des investisseurs », ont également joué un rôle, selon Glencore. Mi-novembre, le groupe zougois se disait également « préoccupé » par la création, par le Gouvernement australien, d'une éventuelle taxe sur les superprofits.



Vous trouverez notre reportage
et toutes les sources sur notre site :
publiceye.ch/australie

Pour un monde sans charbon



Le charbon est une énergie appartenant au passé. Il est l'agent le plus contaminant de la planète et ses lourdes externalités négatives sont rarement prises en compte dans son prix à la tonne. La construction de nouvelles centrales à charbon menace d'enfermer à long terme les pays émergents dans un cercle vicieux. Ce constat, ainsi que les mesures à mettre en place afin de décarboner la place financière suisse ne doivent pas détourner des efforts visant à réduire l'importation et la consommation d'énergies fossiles en Suisse.

L'INDUSTRIE DU CHARBON

- Doit immédiatement cesser d'extraire les variétés de charbon les plus polluantes comme le lignite.
- Les entreprises actives dans l'extraction et le commerce de charbon doivent présenter des mesures, crédibles et vérifiables par des acteurs indépendants, visant une sortie complète du charbon d'ici à 2030.

LE CONSEIL FÉDÉRAL ET LE PARLEMENT

- Doivent prendre des mesures pour un abandon complet du commerce de charbon, climaticide, d'ici à 2030.
- Doivent, dans l'intervalle, intégrer dans leurs objectifs et leur politique climatiques les émissions indirectes de CO₂ générées notamment par les négociants de charbon établis sur le sol suisse.
- Doivent établir dans la loi suisse un devoir de transparence pour les contrats et les paiements aux États producteurs concernant le négoce de charbon, comme des matières premières. Celles-ci doivent pouvoir être retracées jusqu'à leur origine.
- La Suisse doit se doter d'une instance de surveillance du secteur des matières premières qui aurait la possibilité de contrôler les sociétés et de sanctionner celles qui enfreignent la loi.

LE MONDE DE LA FINANCE

- Doit cesser les prêts aux sociétés actives dans le charbon qui n'ont pas mis en place un plan de sortie du charbon d'ici à 2030, avec des mesures crédibles et vérifiables par des acteurs indépendants.
- Aucune nouvelle centrale à charbon ne doit être financée.
- La Banque nationale suisse doit cesser d'investir dans toute entreprise produisant ou négociant du charbon.
- Les banques cantonales doivent s'engager à ne plus avancer de fonds aux sociétés actives dans le charbon, que ce soit via du financement transactionnel ou des prêts de type « *corporate loans* ».

Signez la pétition pour
que la Suisse abandonne
le commerce de charbon :
publiceye.ch/stop-charbon



Le regard d'Oliver Classen



Public Eye

Oliver Classen est porte-parole de Public Eye en Suisse allemande depuis plus de dix ans. Il a contribué à notre ouvrage de référence sur le secteur suisse des matières premières et a coordonné plusieurs éditions des Public Eye Awards, le contre-sommet critique au Forum économique mondial. Il a travaillé comme journaliste pour différents journaux, dont la *Handelszeitung* et le *Tagesanzeiger*.

Si notre blog vous intéresse, vous pouvez vous abonner sur notre site internet : publiceye.ch/blog

Mick Jagger tire la langue à Shein

Les Rolling Stones annulent leur contrat de licence avec Shein après avoir pris connaissance des conditions de travail intolérables dans la chaîne d'approvisionnement du géant chinois de la mode jetable. Les révélations de Public Eye en 2021 ont incité de grands médias britanniques à poursuivre l'enquête. Les standards éthiques des Rolling Stones devraient faire réfléchir notre Roger Federer national, qui détourne toujours le regard sur les scandales de l'industrie textile.

«Votre recherche «Rolling Stones» ne correspond à aucun résultat», nous informe le site web de Shein. Jusqu'à fin novembre, on pouvait y trouver toute une collection d'articles et accessoires de mode à l'effigie des légendes britanniques du rock. Selon le magazine *Fortune* (États-Unis), un t-shirt arborant la célèbre langue des Stones coûtait 5,39 dollars, un sac pour téléphone portable 1,80 dollar et un bonnet 6 dollars. Ces produits, ainsi que 57 autres articles bon marché, ont été mis en vente à l'occasion du soixantième anniversaire du groupe, puis retirés du jour au lendemain de la boutique internationale de Shein.

Motif: le quotidien britannique *i* a confronté le management des Stones avec un documentaire réalisé en collaboration avec la chaîne de télévision publique Channel 4. Journées de travail de 18 heures et salaires de misère chez les fournisseurs de Shein: le documentaire faisait écho aux abus révélés par Public Eye un an plus tôt, qui ont provoqué une déferlante médiatique internationale.

C'est aussi le journal *i* qui a dévoilé la résiliation spectaculaire du contrat de licence entre Shein et Universal, le label et distributeur exclusif des produits Rolling Stones. Puis la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre (du *Washington Times* jusqu'au *20 minutes* suisse allemande). «The Rolling Stones show no sympathy for Shein», titrait notamment un important média professionnel du secteur de la mode, en référence à l'une des chansons les plus célèbres du groupe.

Les critiques ne portaient plus seulement sur les conditions de production scandaleuses de Shein, mais aussi sur le mana-

gement et l'agence de merchandising des Stones. Car s'ils ont agi en réaction aux sollicitations du journal, ils auraient pu – et même dû – être au courant des graves abus perpétrés sur la chaîne d'approvisionnement de Shein «que l'ONG Public Eye avait révélés plusieurs mois auparavant». C'est donc bien Public Eye qui a posé la première pierre à l'édifice du mouvement anti-Shein.

Mais toutes les vedettes internationales n'ont pas la chance d'avoir un entourage si alerte et réactif. Quand, il y a quatre ans, Public Eye a demandé à Roger Federer de faire pression sur son sponsor Uniqlo pour qu'il verse aux travailleuses et travailleurs qui fabriquaient ses vêtements en Indonésie les 6 millions de francs qu'il leur devait, le management du tennisman n'a pas réagi.

Les 10 000 messages de fans préoccupés et le fort écho médiatique autour de cette action n'auront pas suscité la moindre réaction de Roger ou de son équipe de communication. Personne n'aurait attendu tant d'indifférence de la part du Bâlois, pourtant reconnu mondialement pour son intégrité.

Comment se fait-il que les «Bad Boys» du rock'n'roll se soucient davantage de l'éthique que le gendre idéal du sport d'élite? Federer ne voudrait-il vraiment pas mettre un bon coup droit là où Jagger n'a pas hésité à frapper fort? Ou le jeune retraité devrait-il seulement songer à changer de management? Son contrat publicitaire de 30 millions de dollars par an le lie toujours à Uniqlo, même s'il a raccroché sa raquette, jusqu'en 2028. Et les couturières indonésiennes attendent toujours le dédommagement qui leur est dû. Alors Roger, «just do it» – comme le dirait ton ancien sponsor!



Pas de rabais secrets pour la pharma !

Pas moins de 21630 personnes ont signé l'automne dernier notre lettre ouverte adressée à 40 parlementaires qui ont des contacts directs avec des assurances-maladies et/ou l'industrie pharmaceutique. Celle-ci leur demande de s'engager en faveur de la transparence dans la fixation des prix des médicaments et de s'opposer aux rabais secrets négociés avec la pharma.

PATRICK DURISCH

Face à l'explosion des coûts de la santé, le Conseil fédéral propose, dans le cadre de la révision de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), de négocier avec les entreprises pharmaceutiques des modèles de prix avec rabais secrets pour les nouveaux médicaments, et d'ancrer dans la loi des restrictions d'accès aux documents y afférents. La population ne doit donc plus rien savoir de ces discussions, même si c'est elle, *in fine*, qui paie. Or, la pandémie a une fois de plus montré à quel point l'opacité est problématique pour notre démocratie. Un avis juridique montre par ailleurs que cette restriction du principe de transparence est contraire au système et créerait un dangereux précédent (voir le numéro de juin 2022 du magazine de Public Eye).

Les prix élevés des médicaments sont l'un des moteurs de l'explosion des coûts de la santé : ils repré-

sentent un quart des dépenses de l'assurance obligatoire des soins et la majorité concerne des médicaments brevetés (18,7 % du total des dépenses de l'assurance de base). Les marges astronomiques engrangées sur des médicaments anticancéreux onéreux vont jusqu'à 90 % de leur prix de vente et contribuent à l'explosion des coûts de la santé. De telles marges montrent que ces prix ne sont pas proportionnels aux investissements consentis dans la recherche et le développement, comme le montre une nouvelle étude de Public Eye (voir le numéro de septembre 2022 du magazine de Public Eye).

Pour lutter contre l'explosion des coûts de la santé, la transparence est essentielle. Le Parlement continuera de débattre de la révision de la LAMal en 2023, et nous suivrons ces discussions de près. ■



Les négociants en matières premières ne connaissent pas la crise

Alors que la sécurité alimentaire et énergétique de millions de personnes est gravement menacée en raison de l'augmentation des prix de la nourriture et des matières premières, les négociants enregistrent des bénéfices records. Les perturbations causées sur les marchés par la pandémie et l'invasion russe de l'Ukraine leur ont permis de multiplier leurs profits. Cela se reflète également dans leur poids dans l'économie suisse: désormais 8% du PIB, soit presque autant que la place financière. La Suisse renonce à réglementer efficacement ce secteur à haut risque et à imposer ses bénéfices de guerre.

SILVIE LANG ET MANUEL ABEBE, EN COLLABORATION AVEC DAVID MÜHLEMANN ET ADRIÀ BUDRY CARBÓ

Selon la Banque mondiale, environ 95 millions de personnes sont passées sous le seuil de la pauvreté absolue en conséquence de la pandémie et de la guerre en Ukraine. En même temps, l'abandon des énergies fossiles a été renvoyé aux calendes grecques en raison de l'insécurité énergétique à laquelle le monde est actuellement confronté. Une poignée d'entreprises semble toutefois tirer son épingle du jeu : les négociants en matières premières, dont les affaires s'avèrent même extrêmement fructueuses en ces temps de crise.

Les vendeurs de pétrole, de gaz, de charbon, de blé ou de maïs profitent directement de l'augmentation de la demande, de la hausse des prix et des énormes fluctuations sur les marchés des matières premières. En juin 2021, *The Economist* titrait : « Alors que les prix des aliments explosent, les firmes agricoles font leurs choux gras. » D'autres agences ou médias tels que Reuters, Bloomberg ou le *Wall Street Journal* faisaient état de la « manne financière » pour les négociants en matières premières pendant la pandémie, lors de phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses, ou en cas de difficultés d'approvisionnement dues à la guerre.

Le business juteux de l'agroalimentaire

Si les années 2020 et 2021, marquées par la pandémie de Covid-19, étaient déjà très rentables pour la plupart des négociants, le premier semestre 2022 a permis aux discrètes sociétés qui pilotent leur commerce depuis la Suisse d'engranger des bénéfices records. Le numéro 1 mondial du négoce agricole, Cargill, qui mène ses activités commerciales et de fret depuis Genève, a vu ses

profits augmenter de 141 % au cours de l'exercice financier de juin 2021 à mai 2022 par rapport à leur moyenne avant la crise du Covid-19. Cargill, qui ne publie plus ces chiffres depuis 2020, n'a pas réagi à la divulgation par Bloomberg des bénéfices records enregistrés par le groupe : près de 6,7 milliards de dollars US.

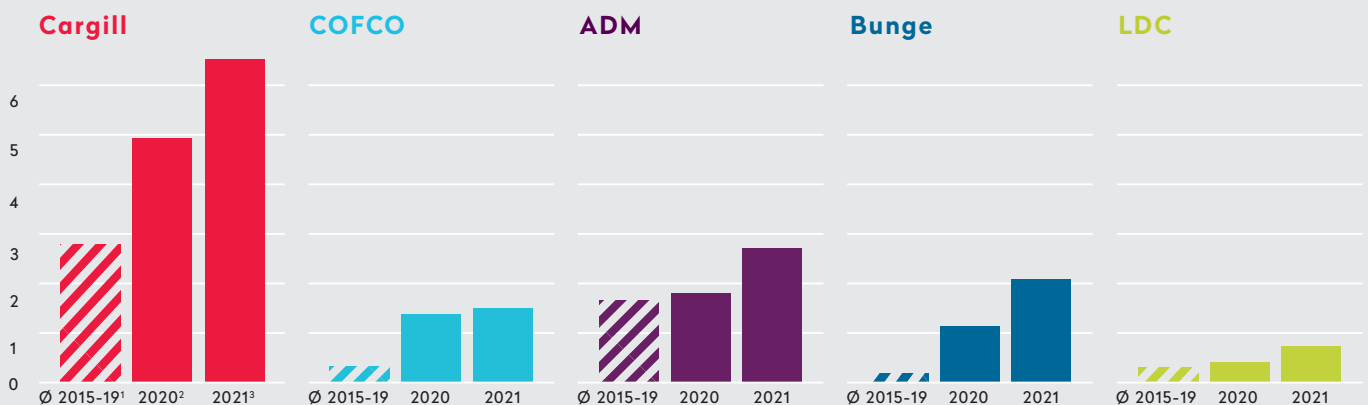
Les autres grands négociants agricoles ont aussi encaissé des profits sans précédents pendant les années de crise. À l'image d'Archer Daniels Midland (ADM), dont la deuxième plus importante branche de négoce, après son siège aux États-Unis, est domiciliée à Rolle (VD), et qui a qualifié l'année 2021 de « tournant majeur » avec « les bénéfices les plus importants de [ses] près de 120 ans d'histoire ».

Les bénéfices des négociants peuvent être sujets à de fortes fluctuations. Bunge a, par exemple, enregistré en 2019 une perte de 1,3 milliard de dollars US. Mais cette perte a été compensée par un bénéfice de plus de 2 milliards de dollars en 2021. Depuis lors, on constate chez les négociants une tendance générale à la hausse, comme le confirment les chiffres du premier semestre 2022. ADM a pu renouer avec la croissance et, avec les quelque 2,3 milliards de dollars US enregistrés ces six premiers mois, le groupe a déjà gagné presque autant que sur toute l'année 2021.

Pour Louis Dreyfus Company (LDC), dont le siège opérationnel est domicilié à Genève, la première moitié de 2022 est aussi fort réjouissante : LDC a presque doublé ses bénéfices par rapport à la même période l'année précédente. Dans le rapport financier de LDC, il ressort clairement que cette période de crise n'empêche absolument

Bénéfices et augmentation des bénéfices des cinq premiers négociants agricoles en 2020 et 2021

En milliards de dollars US | Ø = moyenne



¹ L'exercice financier de Cargill court de juin à mai. La moyenne des bénéfices moyens correspond à ceux des exercices financiers de 2016 à 2020.

² Correspond à l'exercice financier de Cargill allant de juin 2020 à mai 2021.

³ Correspond à l'exercice financier de Cargill allant de juin 2021 à mai 2022.

pas la société et ses concurrentes de continuer à prospérer : « De bonnes performances dans un contexte marqué par des incertitudes sur les marchés internationaux et des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement [...] ainsi que des préoccupations relatives à une résurgence du Covid, notamment en Chine, amplifiées au premier semestre 2022 par la crise Russie-Ukraine. »

Pétrole, gaz et charbon coulent à flots

Le négoce de pétrole, de gaz et de charbon prospère également, en pleine période de difficultés logistiques, de sanctions et d'efforts pour abandonner les énergies fossiles. Selon Reuters, Vitol, le négociant au plus gros chiffre d'affaires, a déjà dépassé sur les six premiers mois de 2022 son propre record de l'année précédente, avec 4,5 milliards de dollars US contre 4,2 milliards sur toute l'année 2021.

Trafigura, dont le pôle international de négoce est situé à Genève, a pu dégager en 2021 des bénéfices en hausse de 230 % par rapport à leur moyenne avant la pandémie. Son patron, Jeremy Weir, estime que ce succès revient entièrement à l'entreprise, affirmant que Trafigura aurait « une fois de plus géré de main de maître l'extrême volatilité des marchés sur une large palette de matières premières, et enregistré des résultats exceptionnels indépendamment des conditions du marché ». La rentabilité des négociants en temps de crise se confirme une fois de plus avec les bénéfices enregistrés par Trafigura au cours de l'exercice financier 2022 (octobre 2021 à septembre 2022) : avec 7 milliards de dollars US, la société multiplie par deux son précédent record de 2021.

Mercuria, domiciliée à Genève, a aussi obtenu en 2021 le meilleur résultat de son histoire selon Bloom-

berg. Si Mercuria ne publie pas non plus ses résultats semestriels, Gunvor, dont le siège est domicilié à une centaine de mètres de Mercuria, sur la très huppée rue du Rhône, annonce pour la première moitié de 2022 des bénéfices multipliés par quatre par rapport à ceux des six premiers mois de 2021.

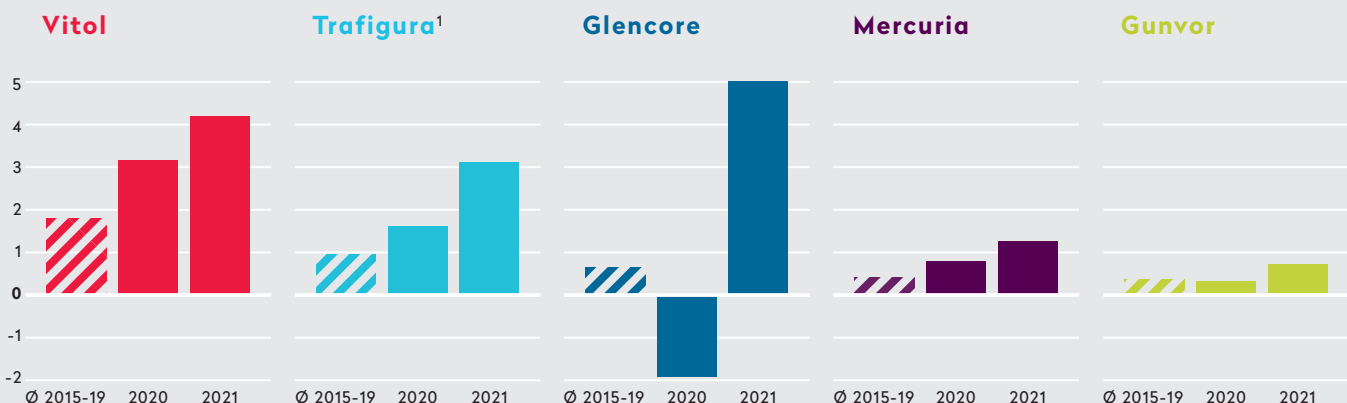
Les grands profiteurs de la crise

Un géant des matières premières bat cependant tous les autres à plate couture : Glencore. D'après le *Financial Times*, le géant zougois est « l'un des plus grands gagnants des perturbations causées par la guerre en Ukraine sur les marchés des matières premières ». Si Glencore avait enregistré d'énormes pertes en 2015 et en 2020, principalement dans le domaine de l'extraction des matières premières, le groupe a engrangé en 2021 quelque 5 milliards de dollars US de bénéfices, soit une augmentation de 661 % par rapport à la moyenne avant la pandémie.

Et s'il fallait encore une preuve que ni les crises sanitaires et énergétiques, ni les guerres et les sanctions n'ont d'impact négatif sur les négociants en matières premières, Glencore la livre avec brio : avec une augmentation de 846 % de ses bénéfices par rapport à la même période en 2021, avec 12 milliards de dollars US au premier semestre 2022, le groupe distance haut la main tous ses concurrents.

Parmi les raisons de ce succès : le charbon. On ne connaît pas la part des activités charbonnières sur le total des bénéfices mais celles-ci représentaient au premier semestre tout juste 50 % du résultat ajusté (EBITDA : bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements). C'est presque dix fois plus que les recettes enregistrées grâce au charbon à la même période un an plus tôt. Il n'y a, dès lors, rien de surprenant à ce que le

Bénéfices et augmentation des bénéfices des cinq premiers négociants de sources d'énergie fossiles en 2020 et 2021 En milliards de dollars US | Ø = moyenne



¹ L'exercice financier de Trafigura court d'octobre à septembre.

responsable des finances de Glencore, Steven Kalmin, aille jusqu'à considérer cette période comme « l'heure de gloire » du charbon. Un grand retour pour cette matière première climaticide, et la Suisse, plaque tournante de ce négoce, en profite allègrement. Selon les estimations de Public Eye, 40 % du commerce mondial de charbon est négocié depuis la Suisse.

Les milliardaires des matières premières

Mais qui profite en fin de compte de cette manne financière ? La discrétion fait partie intégrante du modèle d'affaires des négociants. L'identité des propriétaires est un secret aussi bien gardé que les éventuels liens entretenus avec des proches du Kremlin. Il est toutefois clair qu'une poignée d'acteurs s'engraissent en temps de crise.

La fortune d'Ivan Glasenberg, ancien patron de Glencore qui est également son deuxième actionnaire après le fonds souverain du Qatar, a pris l'ascenseur lorsque l'action du groupe a bondi. Selon le magazine économique *Bilan*, la valeur de ses parts aurait augmenté de 1,6 milliard de francs entre janvier et août 2022, pour atteindre 6,7 milliards de francs. Avec une fortune totale de 7,5 milliards de francs, Glasenberg figure en bonne position sur la liste des 300 personnes les plus riches de Suisse, publiée par *Bilan* en novembre 2022. Gunvor appartient quant à elle à 87 % au Suédois Torbjörn Törnqvist, dont le patrimoine aurait presque été multiplié par deux depuis début 2021 selon Bloomberg. Avec un peu plus de 3 milliards de francs, il figure aussi parmi les 300 plus grandes fortunes. Chez Mercuria, ce sont surtout l'équipe dirigeante et les fondateurs Marco Dunand et Daniel Jaeggi qui profitent de la situation. *Bilan* estime le total de leur patrimoine à 2,2 milliards, ce qui signe leur entrée dans le cercle des négociants suisses milliardaires. Avec un patrimoine de 475 millions de francs, le patron de Trafigura, Jeremy Weir, est aussi dans le top 300.

Le club des super-riches compte aussi la famille de Margarita Louis-Dreyfus, présidente du conseil de surveillance de LDC, dont la fortune s'élève actuellement à 3,2 milliards de francs. Mais ce montant paraît bien dérisoire comparé au patrimoine de la famille élargie de William Wallace Cargill, fondateur de Cargill, qui frôle le top 10 des plus riches au monde. Selon l'ONG Oxfam, la fortune familiale aurait augmenté, depuis 2020, de 20 millions de dollars par jour (!). Rien de surprenant dès lors à ce que Bloomberg qualifie Cargill de « machine la plus lucrative de l'économie des États-Unis ». L'exercice financier allant de juin 2021 à mai 2022 a propulsé trois autres descendant-e-s du père fondateur dans la liste Bloomberg des 500 personnes les plus riches de la planète. La famille compte ainsi désormais huit milliardaires des matières premières.

Il est assez cynique que toute cette richesse ait été accumulée via une multinationale qui se targue de nourrir le monde. Avec ses quelque 6,7 milliards de

dollars US de bénéfices, Cargill aurait de quoi combler le trou de 5,2 milliards de dollars US dans le budget du Programme alimentaire mondial. Mais la multinationale s'est contentée cette année de lui verser 10 millions, soit à peine 0,1 % de ses bénéfices.

Chaînes de valeur intégrées et monopoles sur l'information

Mais comment se fait-il que les négociants en matières premières puissent engranger autant de bénéfices ? S'ils gagnent autant d'argent en temps de crise, c'est principalement en raison de leur modèle d'affaires. Ces entreprises qui se contentaient jadis de transporter des matières premières d'un point A à un point B ont depuis longtemps développé leurs activités. Certaines sont impliquées dans l'agriculture et contrôlent des plantations, d'autres exploitent des mines, des raffineries ou des réseaux de stations-service. Presque toutes proposent en outre une vaste palette de services logistiques. Les cinq premiers négociants agricoles mondiaux exploitent ainsi 1300 navires, dont 650 sont gérés par Cargill depuis son siège genevois. Les négociants de pétrole, de gaz et de charbon sont aussi depuis longtemps actifs dans le transport maritime. Les cinq plus grands détiennent un total d'au moins 1300 navires, dont plus de 900 sont exploités par Trafigura. Une filiale de Gunvor se targue d'être « l'un des plus grands affréteurs de bateaux-citernes au monde », tandis que Mercuria, Vitol et Glencore sont aussi impliquées dans le transport maritime à travers des sous-traitants.

Avec leur réseau mondial, leur vaste portefeuille de produits et leur position centrale entre l'offre et la demande en matières premières, le tout assorti d'un accès facilité au financement, les négociants sont bien résistants face aux crises. Mais c'est surtout leur accès exclusif aux informations sur le marché qui leur permet de dégager tant de bénéfices, puisqu'ils peuvent anticiper les énormes fluctuations sur les marchés des matières premières.

Après l'invasion russe de l'Ukraine, il est rapidement devenu évident que l'approvisionnement en énergie et en matières premières allait être soumis à de très fortes variations, en particulier en Europe. Si les prix du pétrole russe de type Oural se sont écroulés après le début de la guerre, ceux d'autres variétés de brut ont explosé. Depuis la décision de l'UE de sanctionner le charbon et le pétrole russes, et de limiter sa dépendance au gaz naturel russe, les prix montent sur le marché des énergies fossiles. Les négociants profitent toujours de la hausse et de la volatilité des prix, et plus les fluctuations sont fortes, plus les bénéfices sont élevés. En conséquence de l'échec politique face à la crise énergétique, les bénéfices des négociants ne font que croître.

Il en va de même sur les marchés agricoles. Les prix des céréales ou des oléagineux avaient déjà augmenté pendant la crise du Covid-19 et, après l'invasion russe



Des cargos déchargent du charbon thermique dans le port de Lianyungang, dans la province chinoise du Jiangsu.

© CFOTO/Future Publishing via Getty Images

de l'Ukraine, ils ont désormais atteint des sommets sans précédents. Comme l'a si bien exprimé le *Washington Post* en mai 2022, la volatilité des prix est mauvaise pour les personnes qui doivent se nourrir, mais bonne pour les investisseurs, les spéculateurs et les négociants. Entre-temps, les marchés se sont certes un peu calmés, notamment grâce à l'accord sur les céréales entre l'Ukraine et la Russie négocié par l'ONU, mais certaines fluctuations et insécurités sont toujours d'actualité.

Les plus gros chiffres d'affaires de Suisse

La guerre russe en Ukraine a certes attiré l'attention sur le négoce de pétrole, de gaz et de charbon, mais les négociants en matières premières restent essentiellement inconnus du grand public. Ils trônent pourtant depuis longtemps en tête de la liste des entreprises au plus gros chiffre d'affaires en Suisse que le *Handelszeitung* publie chaque année. Pour l'exercice financier 2021, six négociants en matières premières figuraient dans le top 10, mais il en manquait encore quelques-uns.

Des négociants sans siège en Suisse pilotent aussi depuis ici une grande partie de leurs activités et doivent donc aussi être considérés comme suisses. C'est également l'avis de l'Administration fédérale, comme elle l'exprime dans son « Guide de mise en œuvre des principes des Nations Unies pour l'économie et les droits de l'homme dans le commerce des matières premières ». Si l'on corrige la liste en tenant compte de telles entreprises, alors la domination du secteur est encore plus frappante :

huit des dix entreprises au plus gros chiffre d'affaires de Suisse en 2021 étaient des négociants.

La domination est encore plus flagrante si l'on tient compte du fait que les quelque 950 sociétés de négoce de matières premières, dont près d'un quart sont des sociétés boîtes aux lettres, représentent seulement 0,1% des 600 000 entreprises que compte la Suisse. L'économie suisse est donc dominée par un petit secteur composé d'entreprises extrêmement fructueuses. Et au vu des chiffres attendus pour l'année 2022, les crises semblent ne rien changer à cette situation.

La plaque tournante mondiale des matières premières

Malgré la position dominante de ce secteur, il n'existe guère de chiffres officiels sur la place suisse des matières premières. En cause notamment le « commerce de transit » : c'est certes depuis la Suisse que des entreprises organisent le négoce physique de matières premières à l'international, mais celles-ci ne sont ni importées sur notre sol ni exportées depuis celui-ci et n'apparaissent donc pas dans les statistiques douanières. Il n'existe aucun registre des transactions de ce commerce de transit.

De plus, ni les multinationales, ni le Conseil fédéral, ni le Parlement n'ont jusqu'à présent voulu communiquer de chiffres solides sur, par exemple, la part de la Suisse dans ce commerce mondial. Dans son rapport de 2018 sur les matières premières, le Conseil fédéral s'appuie sur des estimations extraites d'une étude cofinancée par la Confédération. Auparavant, il se référait aux

Top 10 des entreprises suisses au plus gros chiffre d'affaires en 2021

	Entreprise	Chiffre d'affaires en 2021 (en mia USD)	Branche : principaux produits	Siège	Activités en Suisse
1	Vitol	279	Négoce de matières premières : pétrole, produits pétroliers, gaz, charbon	Genève et Rotterdam (Pays-Bas)	Pôle international de négoce à Genève
2	Trafigura	231	Négoce de matières premières : pétrole, produits pétroliers, gaz, métaux, minerais, charbon	Genève et Singapour	Pôle international de négoce à Genève
3	Glencore	203	Négoce de matières premières : pétrole, produits pétroliers, gaz, métaux, minerais, charbon	Baar (ZG)	Siège
4	Cargill	165 ¹	Négoce de matières premières : céréales, soja, cacao, sucre, coton, viande	Minneapolis (États-Unis)	Pôle international de négoce de céréales et d'oléagineux, fret et transport maritime à Genève
5	Gunvor	135	Négoce de matières premières : pétrole, produits pétroliers, gaz	Genève	Siège
6	Mercuria	130	Négoce de matières premières : pétrole, produits pétroliers, gaz	Genève	Siège
7	COFCO	103	Négoce de matières premières : céréales, soja, sucre, café, coton	Pékin (Chine)	Pôle international de négoce à Genève
8	Nestlé	95 ²	Produits alimentaires et boissons	Vevey (VD)	Siège
9	ADM	85	Négoce de matières premières : céréales, soja	Chicago (États-Unis)	Siège de négoce et EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique, Inde) à Rolle (VD)
10	Roche	67 ³	Produits pharmaceutiques et diagnostics	Bâle	Siège

Compilation réalisée par nos soins. Comme pour la liste du *Handelszeitung*, le chiffre d'affaires de l'ensemble du groupe de chaque succursale suisse est comptabilisé.

¹ L'exercice financier de Cargill court de juin à mai. Le chiffre d'affaires de 2021 correspond ici à l'exercice financier de Cargill allant de juin 2021 à mai 2022.

² 87,1 milliards de francs suisses selon le taux de change du 31 décembre 2021.

³ 62 milliards de francs suisses selon le taux de change du 31 décembre 2021.

Source: rapports annuels publiés par les entreprises

chiffres de l'association professionnelle des négociants en matières premières (STSA). La méthodologie derrière les calculs de ces chiffres reste jusqu'à présent obscure. Ils ne sont donc pas fiables, comme le STSA le concède en réponse à une question de Public Eye.

En raison de cette opacité qui n'est autre qu'un choix politique, Public Eye a réalisé ses propres estimations du poids des négociants suisses. Et il en ressort clairement que la Suisse est et reste l'une des principales plaques tournantes des matières premières puisque la moitié au moins du commerce mondial de céréales passe par des négociants domiciliés en Suisse, tout comme 40 % du charbon et un baril de pétrole sur trois.

Malgré le manque de données disponibles, le Conseil fédéral ne se lasse pas de répéter que le secteur des matières premières est une branche économique importante pour la Suisse. Cette affirmation est toutefois difficilement justifiable par le nombre d'entreprises actives dans ce domaine, quelque 950 selon l'estimation de l'Office fédéral de la statistique, pas plus que par les 10 000 personnes employées dans le secteur.

Un secteur deux fois plus important qu'annoncé

Pour estimer l'importance du secteur en Suisse, il peut être plus judicieux de prendre pour référence la valeur créée par le commerce de transit selon la Banque na-

tionale suisse. Comme le négoce de matières premières constitue l'essentiel du commerce de transit, ce chiffre peut servir de valeur indicative pour le secteur. C'est notamment ce qu'a fait le Conseil fédéral dans son rapport de 2018 sur les matières premières. La valeur créée par le commerce de transit s'élevait en 2017 à 25 milliards de francs, ce qui représentait 3,8 % du PIB et correspondait à peu près à celle du commerce de détail suisse. L'Administration fédérale, les médias et le secteur lui-même se réfèrent encore aujourd'hui à ces « près de 3,8 % » du PIB.

Ce chiffre est toutefois dépassé depuis longtemps. En 2019, la BNS a révisé ses données et fait état d'une création de valeur par le commerce de transit de plus de 40 milliards de francs en 2017, soit environ 5,8 % du PIB. Le secteur des matières premières était donc déjà nettement plus important que les chiffres publiés à l'époque. C'est plus que jamais le cas aujourd'hui : en 2021, la création de valeur s'est élevée à environ 58,5 milliards de francs, ce qui correspond à 8 % du PIB, soit plus du double du chiffre auquel la Confédération se réfère.

L'importance économique du secteur pour la Suisse peut également être mise en évidence en le comparant à d'autres branches. La part du commerce de transit dans le PIB est plus importante que celle de l'industrie chimique et pharmaceutique depuis au moins 2012 – les chiffres révisés de la BNS ne remontent pas plus loin dans le temps. Depuis 2016, le commerce de transit dépasse également le secteur de la construction.

Les négociants bientôt aussi forts que la place financière

Dans le secteur privé des services, seule la place financière reste plus importante que le commerce de transit et donc de matières premières. La création de valeur du secteur financier est toutefois restée relativement stable ces dix dernières années, tandis que celle du commerce de transit a énormément augmenté.

En 2021, les prestataires de services financiers et d'assurance, banques comprises, ont encaissé 66,7 mil-

liards de francs, soit à peine plus que le commerce de transit. La part du secteur financier dans le PIB suisse s'élève ainsi à 9,1 %. Le commerce de transit, et donc le secteur des matières premières, a aujourd'hui quasiment autant de poids que toute la place financière.

Les lacunes législatives suisses

Autre point commun : les risques liés à ces activités. Depuis des années, Public Eye met en lumière les liens entre le secteur des matières premières et des cas de corruption ou de blanchiment d'argent, des violations de droits humains, des faveurs fiscales scandaleuses, la contribution du secteur à la crise climatique, ou encore les difficultés à appliquer les sanctions. Au vu de ces abus et de l'importance économique croissante du secteur, il est pour le moins surprenant que ni le Gouvernement ni le Parlement suisses ne propose encore de mesures crédibles pour réglementer convenablement ce secteur.

Et ce d'autant plus compte tenu du fait qu'il existe, depuis 2007, une autorité de surveillance (la FINMA) de la place financière helvétique, qui présente aussi de nombreux risques. Cette instance surveille le respect des réglementations du secteur, dont le dispositif législatif de lutte contre le blanchiment d'argent. Dans le secteur des matières premières, il manque un tel cadre légal tout comme une autorité de surveillance. La « surveillance indirecte » des banques sur les négociants, qui est souvent citée, notamment par le Conseil fédéral, comme argument central contre toute réglementation du marché des matières premières, est en outre inefficace, voire inexistante.

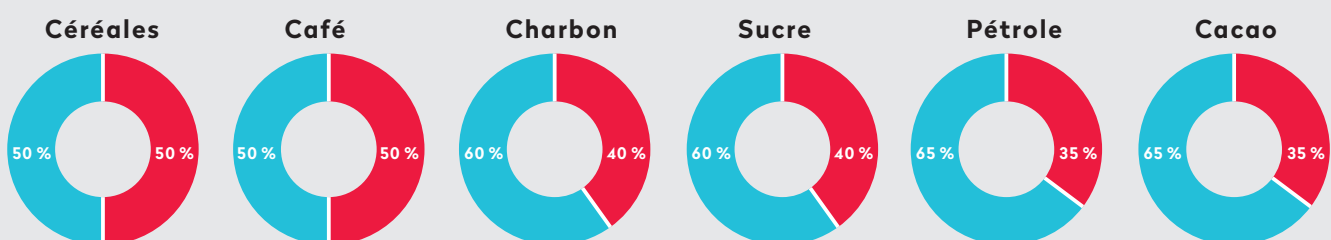
Cadeaux fiscaux et failles législatives

Le régime fiscal suisse présente en outre des failles et ne permet pas suffisamment de corriger le tir, par exemple pour redistribuer adéquatement les bénéfices engrangés par les négociants en matières premières. Au contraire, la Suisse continue de miser sur une politique fiscale au rabais et des cadeaux fiscaux scandaleux. Déjà en 1956, les allègements fiscaux taillés sur mesure avaient motivé

Part de la Suisse dans le négoce mondial de matières premières

Autres pays

Suisse



Source : estimations réalisées par Public Eye.

Cargill à installer son siège européen à Genève. Plus de 60 ans plus tard, la correspondance confidentielle, obtenue début 2022, entre le négociant agricole ADM et l'Administration vaudoise, montre que de tels privilèges fiscaux sont toujours couramment concédés à des entreprises étrangères. Et ce alors que, dans le cadre de sa réforme fiscale RFFA, la Suisse a renoncé, sous la pression de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à accorder divers privilèges fiscaux.

Sur le plan international, les dernières évolutions n'invitent pas non plus à l'optimisme. La réforme proposée par l'OCDE et le G20 pour garantir une répartition plus équitable des recettes fiscales des grandes entreprises entre les États n'est pas encore approuvée, mais les lignes directrices déjà publiées présentent toute une série de failles. Par exemple, les négociants en matières premières sont exclus du pilier 1, qui prévoit une imposition sur les bénéfices dans le marché où les produits sont commercialisés, plutôt que dans le pays hôte de l'entreprise. Les recettes du transport maritime sont par ailleurs exclues du pilier 2, qui prévoit une imposition minimale de 15 % pour certaines multinationales.

On ne sait pas encore si la réforme sera effectivement appliquée sous cette forme mais, même si elle l'est effectivement, elle n'empêchera pas le dumping fiscal dans le secteur des matières premières. La redistribution attendue ne se concrétiserait pas non

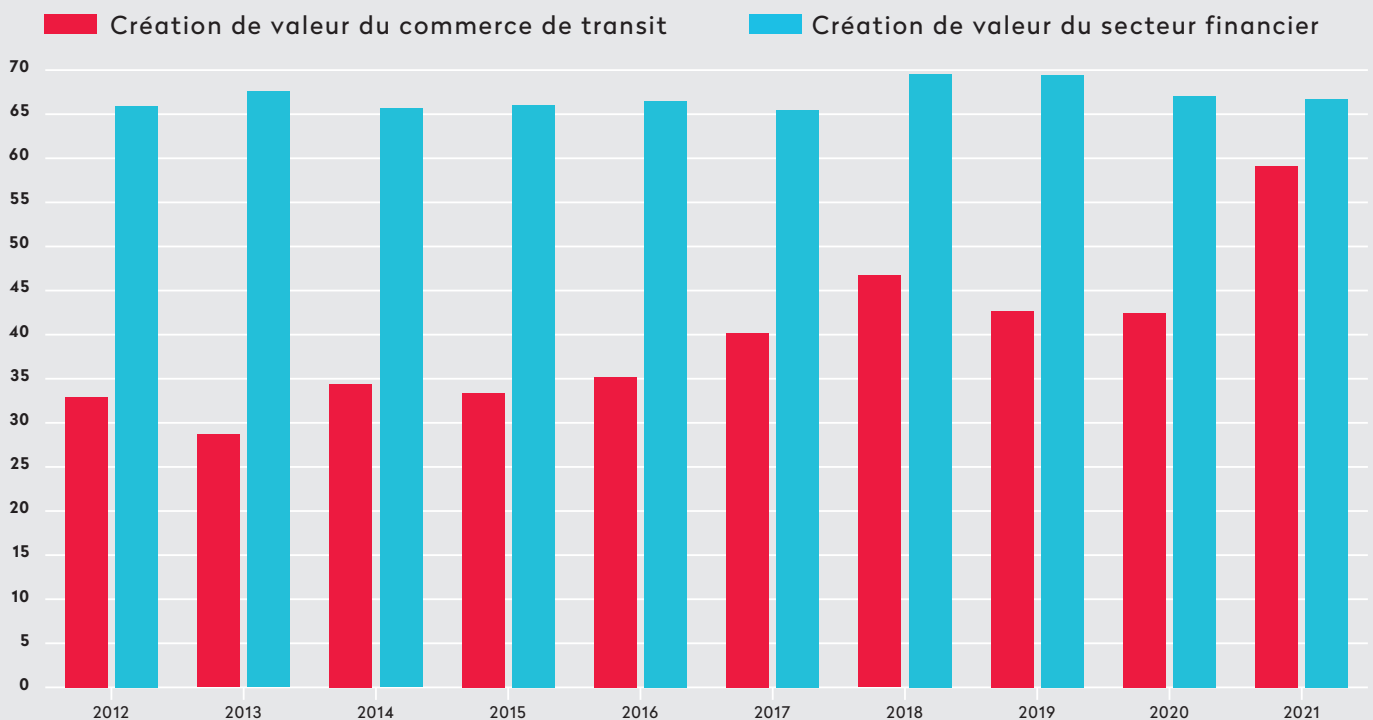
plus puisque les bénéfices pourraient toujours être déclarés dans des pays hôtes comme la Suisse. Les pays du Sud, riches en matières premières, n'en profiteraient aucunement. C'est pourquoi le projet rencontre une vive opposition: l'assemblée générale de l'ONU de novembre 2022 a approuvé par consensus une résolution du groupe africain qui demande l'introduction d'une convention fiscale internationale. Selon la Global Alliance for Tax Justice, cela constitue un «premier pas vers un processus inclusif, démocratique et transparent de réforme de l'architecture fiscale mondiale». La Suisse s'est également jointe au consensus, en formulant toutefois certaines réserves.

La taxe au tonnage

En attendant, la Suisse ne ménage pas ses efforts pour courtiser le secteur des matières premières à grand renfort de cadeaux fiscaux. Déjà dans le rapport de 2018 sur les matières premières, le Conseil fédéral avait annoncé l'introduction d'un impôt spécial sur les bénéfices des sociétés de transport maritime, calculé sur la base du tonnage net des navires et non plus sur les bénéfices de l'entreprise. L'objectif affiché est de renforcer le transport maritime et la place des compagnies suisses. Le Conseil fédéral estime à 60 le nombre de sociétés concernées, avec environ 900 navires, s'appuyant sur les chiffres de l'association professionnelle STSA. Mais le nombre

Évolution de la création de valeur du commerce de transit par rapport au secteur financier de 2012 à 2021.

En milliards de CHF



Sources: Office fédéral de la statistique, Banque nationale suisse.



Cofco International, le pôle commercial du géant chinois de l'agroalimentaire Cofco, a son siège social à Genève. Ici, l'une de ses installations près de Sorriso, dans l'État du Mato Grosso, au Brésil.

© Carl de Souza/AFP

de navires affrétés par des entreprises suisses devrait être nettement plus élevé : les plus grands négociants en matières premières en exploitent plus de 2600, dont une grande partie depuis la Suisse, et dépassent ainsi largement les sociétés de transport maritime.

Comme le Conseil fédéral le sait pertinemment, les négociants pourraient contourner l'impôt sur les bénéfices en transférant les bénéfices internes à leur groupe vers des navires imposés au tonnage. Cela a été confirmé par des initié-e-s en réponse au *Sonntagsblick* : « La taxe au tonnage est l'une des options les plus simples pour diminuer la charge fiscale. » Selon leurs estimations, les négociants continuent de renforcer leurs activités de transport : « Les sociétés de négoce dotées d'une grande flotte pourraient faire d'importantes économies fiscales en restructurant leurs propres contrats de façon à ce que les bénéfices reviennent à l'activité de transport maritime. »

La taxe au tonnage représente donc un grand privilège pour le secteur des matières premières. Et si le Conseil fédéral répète à l'envi que « la Suisse ne mène généralement pas de politique sectorielle », cela semble n'être le cas que lorsqu'il s'agit d'imposer des limites à certains secteurs, mais pas quand il est question de les avantager.

Des privilèges fiscaux plutôt qu'une taxe sur les bénéfices exceptionnels

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent donc couvrir de cadeaux fiscaux les entreprises qui ont enregistré d'énormes bénéfices pendant les années de crise depuis 2020. Or il serait légitime de faire justement l'inverse en prélevant un impôt spécial sur ces « bénéfices exceptionnels ». Les profits enregistrés sont certes directement liés au modèle d'affaires des négociants, mais ils sont principalement la conséquence de circonstances externes telles que la guerre russe en Ukraine, et c'est pourquoi ils devraient être imposés de façon distincte.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime par exemple que l'extraction de pétrole et de gaz aurait généré environ 2000 milliards de dollars US de bénéfices exceptionnels. En août 2022, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a reproché aux entreprises du secteur énergétique leur « avidité grotesque », déclarant qu'il est « immoral que des groupes actifs dans le pétrole et le gaz encaissent des bénéfices records grâce à la crise énergétique, au détriment des plus pauvres et de la collectivité, et avec un coût énorme pour le climat ». Lors de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2022, il a demandé à tous les États « d'imposer ces

bénéfices exceptionnels» et d'en utiliser les recettes pour soutenir «les populations qui souffrent de l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie».

La majorité des pays européens sont du même avis et ont déjà introduit une telle imposition, comme l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni, ou l'ont au moins annoncée. La Commission européenne a aussi adopté des mesures en mars 2022, dont la possibilité d'imposer de manière provisoire les bénéfices exceptionnels afin de minimiser aussi vite que possible la dépendance aux ressources énergétiques russes et d'amortir la hausse des prix du pétrole et du gaz. En septembre 2022, les ministres de l'Énergie de l'UE ont formulé une proposition concrète d'imposition des bénéfices exceptionnels de certaines entreprises du secteur énergétique. Les États-Unis discutent également d'un projet de loi en ce sens. Bien que la nature et la mise en œuvre des diverses mesures varient fortement, et que la redistribution s'avère laborieuse, il existe un consensus international sur l'illégitimité de ces bénéfices exceptionnels et sur la nécessité de les imposer de manière distincte.

L'exception suisse

Mais la Suisse fait exception : en juin 2022, en réponse à une question du président du Centre, Gerhard Pfister, sur l'imposition des bénéfices exceptionnels, le Conseil fédéral a affirmé qu'une telle mesure devrait être rejetée car elle serait notamment néfaste pour la place économique suisse et difficile à calculer. Avec les projets de lois de l'UE et de divers pays voisins, ces arguments ne tiennent plus. Et l'initiative parlementaire déposée en septembre 2022 par le président des Vert-e-s et conseiller national Balthasar Glättli pourrait désormais être entendue. Celle-ci demande que «les bénéfices exceptionnels significatifs réalisés grâce à la guerre contre l'Ukraine» soient soumis, au niveau fédéral, à un taux d'imposition majoré. Cela concernerait des entreprises des secteurs de la production et du commerce énergétique ainsi que du négoce de matières premières et de l'armement. Des prélèvements pourraient ainsi être faits sur les bénéfices exceptionnels puis redistribués en Suisse, en Ukraine et dans les pays du Sud aux groupes de population qui souffrent le plus des conséquences de la guerre. ■



Vous trouverez notre dossier et toutes les sources sur notre site: publiceye.ch/benefices-crise

Et maintenant ?

Nos revendications

Le cadre législatif et les efforts de réglementation de la Suisse ne sont aucunement proportionnels aux risques que présente le secteur des matières premières. L'importance économique croissante des négociants suisses et les énormes profits qu'ils enregistrent en temps de crise rappellent à quel point il est nécessaire de réglementer le secteur. Public Eye demande donc :

au Gouvernement et au Parlement suisses

- de s'engager, dans le cadre de l'OCDE/G20 et de l'ONU, en faveur d'une politique fiscale mondiale équitable qui empêche les transferts de bénéfices dans le pays hôte des multinationales, au détriment des pays producteurs de matières premières;
- de renoncer aux privilèges fiscaux pour les négociants en matières premières, tels que la taxe au tonnage, mais d'introduire plutôt une imposition des bénéfices exceptionnels pour le secteur des matières premières et de prévoir une redistribution équitable des recettes fiscales ainsi engendrées;
- d'améliorer la transparence dans le négoce de matières premières, à travers notamment la publication régulière de données statistiques pertinentes;
- d'introduire un devoir de diligence raisonnable exhaustif en matière de droits humains et d'environnement pour toutes les entreprises domiciliées en Suisse, dont les négociants en matières premières; celui-ci devrait aller bien plus loin que les dispositions actuellement en vigueur;
- de créer le cadre législatif nécessaire pour permettre une surveillance du secteur des matières premières avec une autorité chargée de surveiller le respect du devoir de diligence raisonnable et qui puisse sanctionner toute violation de celui-ci;

aux négociants en matières premières et associations professionnelles suisses

- d'améliorer la transparence relative aux structures de propriété, aux résultats commerciaux, aux activités en Suisse, aux parts de marché et aux contributions fiscales;
- d'ancrer et de mettre en œuvre dans les entreprises des systèmes et processus exhaustifs en faveur d'une diligence raisonnable en matière de droits humains, d'environnement et de climat, de blanchiment d'argent et de corruption; et de présenter publiquement des rapports sur les risques identifiés et les violations survenues, de les prévenir et de les réparer le cas échéant.



Dina Kapiza, vendeuse de pesticides et d'engrais, dans son magasin de Mponela, au Malawi.

© Amos Gumulira/AFP

Des lendemains qui déchantent

L'ambition était de faire sortir l'Afrique de la pauvreté avant 2022... Mais l'initiative menée par des multinationales agricoles suisses et internationales et par le G7 a été un échec aussi phénoménal que silencieux. La recette semble cependant toujours avoir ses adeptes.

CARLA HOINKES

C'est à l'occasion du Forum économique mondial de Davos (WEF) en 2005 qu'un groupe de personnalités s'est réuni pour la première fois dans l'objectif de concevoir une « Nouvelle vision de l'agriculture » (NVA). Le lancement officiel de cette initiative, en 2009, visait à garantir une « alimentation durable pour la planète » grâce, d'une part, à une augmentation de 20 % de la production tous les dix ans à l'aide de solutions « basées sur le marché et l'innovation » et, d'autre part, à une réduction des émissions relatives de carbone et de la pauvreté dans les zones rurales, de 20 % également. Les entreprises seraient le moteur principal de ce « processus de transformation », mais aussi de la NVA en tant que telle, emmenée par 17 multinationales du secteur, dont des géants de l'agrochimie et des fertilisants, comme BASF, DuPont ou Yara, des négociants agricoles, comme Bunge et Cargill, ou des acteurs de l'alimentation et de la grande distribution, comme Nestlé, Coca-Cola ou Walmart. La présidence fut d'abord assurée par Monsanto (aujourd'hui Bayer), puis conjointement par le groupe d'agrochimie bâlois Syngenta et la multinationale de l'agroalimentaire Kraft.

Cette vision a donné naissance à deux programmes : « Grow Asia » et « Grow Africa ». Ce dernier fut lancé lors du WEF de 2011 avec le soutien de la Commission et de l'Agence de développement (AUDA-NEPAD) de l'Union africaine.

10 milliards de dollars pour l'Afrique

Peu après, au sommet du G7 aux États-Unis, naît la « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » (NASAN). L'objectif de cette initiative, soutenue entre autres par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), est de permettre à 50 millions de personnes, principalement des agriculteurs et agricultrices à petite échelle, de « sortir de la pauvreté » dans un délai de dix ans. La méthode : encourager les investissements privés dans dix pays d'Afrique subsaharienne, avec le soutien du G7. Le projet repose principalement sur les déclarations d'intention d'entreprises souhaitant investir dans ces pays, Grow Africa remplissant le rôle de coordination et de facilitation. Selon un rapport de la NVA, la plupart de ces promesses sont le fruit d'un « processus intensif de trois mois », avec l'appui de Grow Africa et de l'Agence gouvernementale des États-Unis pour l'aide au développement, USAID.

Les montants promis dépassent rapidement les 10 milliards de dollars US. Certains émanent d'entreprises africaines, mais la majeure partie de la somme provient de multinationales : on retrouve notamment en tête du peloton l'entreprise norvégienne de fertilisants Yara, avec 1,5 milliard de dollars US, suivie de

Syngenta, avec un demi-milliard de dollars. Au total, des entreprises basées en Suisse promettent environ 900 millions de dollars.

Un modèle obsolète de développement agricole

Ces promesses à peine formulées, une opposition se manifeste déjà. D'innombrables organisations africaines et internationales critiquent le fait que les agriculteurs et agricultrices à petite échelle, principaux bénéficiaires du programme, n'ont pas voix au chapitre. Des accusations d'appropriation de terres et de violations des droits humains ne tardent pas à se faire entendre dans différents pays. En 2015, la Commission de développement du Parlement européen demande alors un rapport, dont les conclusions sont accablantes : les promesses d'investissement présentent des « lacunes importantes » et ne tiennent « presque aucunement compte » de la nécessité de développer une agriculture plus durable et moins dépendante des intrants chimiques. Elles reposent ainsi sur « des modèles de développement agricole aujourd'hui obsolètes ». L'UE décide en conséquence de retirer son soutien au programme. En 2018, la France se retire également du projet, indiquant que « l'approche de cette initiative est trop idéologique » et qu'il existe « un véritable risque d'acapement de terres au détriment des petits paysans ».

Plus les critiques se multiplient, plus la Nouvelle alliance fait profil bas. Il était prévu qu'un rapport d'étape conjoint avec Grow Africa soit fourni chaque année pour informer de l'avancement du projet, mais le dernier rapport disponible en ligne date de 2015. Selon ce document, 7 % des montants promis avaient été investis fin 2014, soit 684 millions de dollars US, et 3 % des promesses d'investissements avaient été pleinement tenues. Sur l'ensemble, 43 % des investissements étaient sujets à des difficultés de mise en œuvre. Toujours selon ce rapport, les agriculteurs et agricultrices à petite échelle ont principalement obtenu du financement pour l'achat d'intrants « modernes », comme des pesticides et des engrais... des produits en majeure partie vendus par Syngenta et consorts.

Qu'en est-il du reste des investissements promis ? Le programme, qui devait initialement arriver à échéance en 2022, soit sept ans après la publication de ce rapport, n'a jamais officiellement pris fin. Impossible de trouver des informations supplémentaires sur des sites internet en veille, voire désactivés : nous avons donc décidé de poser directement la question.

Chou-blanc au Forum économique mondial, qui nous renvoie immédiatement vers Grow Africa (dont il est pourtant cofondateur), maintenant entièrement rattaché à AUDA-NEPAD. Impossible de joindre qui que ce soit après plusieurs semaines. La Nouvelle alliance est tout aussi peu disposée à nous répondre. Elle explique sur son site internet que la responsabilité revient aux différentes entreprises. Nous demandons donc à toutes

les entreprises suisses impliquées ce qu'il est advenu de leurs promesses d'investissement, et envoyons nos questions à Barry Callebaut, Nestlé, Syngenta, Swiss Re, le prestataire de services financiers genevois Intervalle, et les négociants en matières premières agricoles Bunge, Cargill et Louis Dreyfus Company (LDC), dont la plupart des activités sont menées en Suisse.

La seule entreprise qui nous ait communiqué des résultats concrets dans les pays concernés est Swiss Re. Barry Callebaut évoque le lancement d'un programme de cacao durable en Afrique en 2012, mais ses réponses à nos questions ne nous permettent pas de déterminer le lien entre ce programme et la Nouvelle alliance. Nestlé semble tout d'abord souffrir d'amnésie. Sa porte-parole nous affirme que l'entreprise ne participe pas à la Nouvelle alliance. Nous parvenons à la convaincre du contraire, et elle tente alors « d'identifier les bonnes personnes » pour répondre à nos questions. Elle y parvient plusieurs semaines plus tard, et nous répond finalement que la contribution de Nestlé à la Nouvelle alliance est « clairement définie » dans le cadre des programmes de l'entreprise tels que Nescafé Plan ou Nestlé Cocoa Plan. À propos des progrès de la Nouvelle alliance, on nous aiguille vers les membres du conseil de direction, qui devraient pouvoir mieux nous renseigner. Syngenta, qui est justement l'un de ces membres, nous indique ne pas pouvoir faire de commentaire à ce sujet. Notre question concernant le demi-million de dollars promis reste sans réponse pendant des semaines. Après plusieurs relances, on nous explique que la situation actuelle a entraîné des complications, mais que l'entreprise est « sur le point d'honorer ses engagements ». À la clôture de la rédaction, début janvier 2023, nous attendons toujours les réponses d'Intervalle, Bunge, Cargill et LDC.

Une aide au développement... des entreprises ?

Même en laissant de côté les critiques tout à fait pertinentes liées au contenu, difficile de savoir si les promesses mirobolantes formulées au départ ont été suivies d'effets. Par ailleurs, si beaucoup de promesses d'investissement semblent s'être évaporées, le programme a eu des conséquences bien réelles. En contrepartie des promesses formulées par les entreprises, d'importantes réformes politiques étaient en effet attendues des pays africains concernés. Dès 2015, selon les données de la Nouvelle alliance et de Grow Africa, ces pays avaient déjà réalisé 46 réformes politiques visant à « créer un environnement propice à l'investissement », 26 réformes relatives à la réglementation « du droit foncier et du droit des ressources », et apporté 34 amendements aux réglementations sur les semences, les pesticides et les engrais. L'Éthiopie et le Nigéria, par exemple, se sont engagés à adapter leur droit foncier pour faciliter l'accès à la propriété pour les investisseurs étrangers. La Tanzanie, quant à elle, a modifié sa loi sur les semences. Dans les deux cas,

Une révolution verte pour l'Afrique ?

Différents programmes axés sur l'Afrique, qui défendent essentiellement une « révolution verte » à travers le développement agro-industriel, sont influencés par toute une série de multinationales et de fondations philanthropiques. Nombre d'entre elles s'engagent simultanément dans plusieurs programmes, qui travaillent eux-mêmes également en étroite collaboration les uns avec les autres. Ce tableau ne présente qu'une sélection d'acteurs. Des organisations des Nations Unies, des associations d'agriculteurs et agricultrices ainsi que quelques rares organisations locales et ONG internationales sont représentées dans la plupart des programmes.

ACTEUR	Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) fondée en 2006	Nouvelle vision de l'agriculture (NVA) fondée en 2009	Grow Africa fondée en 2011	Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition Afrique (NASAN) fondée en 2012	Farm to Market Alliance (FTMA) fondée en 2015	Food Action Alliance (FAA) fondée en 2019
Union africaine	Partenaire		Membre fondateur ¹	Mbre. fondateur, mbr. conseil d'administration ²		
AGRA					Membre	Membre
Bayer, Monsanto (chimie)	Partenaire	Membre		Promesses d'investissements	Membre	Membre
Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF)	Membre fondateur, bailleur de fonds					
Cargill (négoce matières premières)		Membre		Promesses d'investissements		Membre
Allemagne	Bailleur de fonds ³			Membre conseil d'administration, bailleur de fonds	Bailleur de fonds ⁴	
FTMA						Membre
Grow Africa				Collaboration étroite	Membre fondateur	Membre
Nestlé (alimentation)	Partenaire	Membre		Promesses d'investissements		
NVA			Membre fondateur	Partenaire		Membre
Rabobank (finance)		Membre	Membre	Promesses d'investissements	Membre fondateur	Membre fondateur
Fondation Rockefeller	Mbr. fondateur, bailleur de fonds	Membre			Bailleur de fonds	
Suisse			Bailleur de fonds ⁵ (jusqu'en 2016)			Membre ⁶
Syngenta (chimie)	Partenaire	Membre et coprésident		Mbr. conseil d'administration, promesses d'investissements	Membre	
Fondation Syngenta	Partenaire			Partenaire		Membre
Royaume-Uni	Bailleur de fonds ⁷		Bailleur de fonds ⁷	Mbr. du conseil d'administration, bailleur de fonds		
Unilever (agroalimentaire)		Membre	Membre	Mbr. conseil d'administration, promesses d'investissements	Bailleur de fonds (via la fondation Transform)	Membre
États-Unis	Bailleur de fonds ⁸		Bailleur de fonds	Mbr. fondateur, membre conseil d'administration, bailleur de fonds	Bailleur de fonds	
Forum économique mondial (WEF)		Membre fondateur	Membre fondateur	Mbr. fondateur, membre conseil d'administration		Membre fondateur
Yara (fertilisants)		Membre	Membre	Mbr. conseil d'administration, promesses d'investissements	Membre	

Fondation privée

État

Entreprise privée

Programme

¹ AUDA-NEPAD, Programme de développement de l'Union africaine² Commission de l'Union africaine³ BMZ, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement⁴ GIZ, Agence allemande pour la coopération internationale⁵ DDC, Direction du développement et de la coopération⁶ OFAG, Office fédéral de l'agriculture⁷ UKAID, Département pour le développement international DFID⁸ USAID, Département des États-Unis pour la coopération en matière de développement

les modifications sont à l'avantage des multinationales plutôt qu'en faveur des agriculteurs et agricultrices. Ce type de réformes est aussi encouragé depuis des années par d'autres acteurs, comme la Banque mondiale ou des associations industrielles. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) va dans le même sens. Cette initiative, lancée en 2006 par les fondations Bill & Melinda Gates et Rockefeller, a mis en place une approche similaire à celle du WEF et de la Nouvelle alliance, avec pour ambition de doubler les rendements et les revenus de millions d'agriculteurs et agricultrices à petite échelle dans onze pays d'Afrique. L'objectif est de diminuer de moitié l'insécurité alimentaire – grâce à des investissements du secteur privé visant principalement à augmenter la productivité grâce au financement d'intrants chimiques.

Dans un rapport de 2020, des ONG africaines et internationales montrent à l'AGRA que ces objectifs ne sont très majoritairement pas atteints. Bien au contraire : depuis le lancement de l'initiative dans les pays concernés, l'insécurité alimentaire a augmenté (avant même la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine). L'accent placé sur les augmentations de la productivité (qui restent en réalité assez modestes), pour certaines cultures comme le maïs, ont aussi eu tendance à diminuer la diversité de l'alimentation.

De vieilles recettes dans de nouvelles casseroles

Malgré ce bilan lamentable, l'AGRA a présenté cet automne une nouvelle stratégie quinquennale sous un nouveau nom. La « révolution verte » est remplacée par « une croissance durable pour les systèmes alimentaires en Afrique ». Peut-être pour tenir compte du fait, désormais largement reconnu, que la soi-disant « révolution verte » en question (c'est-à-dire l'augmentation de la productivité poursuivie depuis le milieu du siècle dernier grâce à la simple combinaison de semences haute performance, de pesticides et d'engrais) ne permet pas de faire face aux défis auxquels l'agriculture est aujourd'hui confrontée. Pour Timohty A. Wise, conseiller de l'Institut de politique agricole et commerciale (IATP), qui étudie l'AGRA en détail depuis plusieurs années, ce nouveau nom n'a guère eu de conséquences sur le programme, qui n'a pas changé ses vieilles habitudes.

Le WEF a lui aussi lancé une nouvelle plateforme multipartite en 2019 : la Food Action Alliance (FAA). Selon le Forum, elle s'appuie sur la « Nouvelle vision de l'agriculture », présentée comme une réussite bien que déjà enterrée dans la plus grande discrétion. En plus du WEF, la FAA compte aussi parmi ses membres la Fondation Syngenta pour une agriculture durable, Bayer et d'autres entreprises, des organisations des Nations Unies, l'Organisation mondiale des agriculteurs, Grow Africa, l'AGRA, une ONG internationale (le WWF) et l'Office fédéral de l'agriculture en Suisse. La FAA souhaite « mobiliser des partenariats et des investissements » pour des systèmes alimentaires plus durables. Selon ses propres

dières, elle s'engage également dans des « processus de création de programmes » comme la « COP27 » et d'autres « réunions de haut niveau des Nations Unies ».

À cause des différentes crises que le monde traverse aujourd'hui, le nombre de personnes souffrant de la faim est aujourd'hui à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis longtemps. En 2021, le chiffre était estimé à 828 millions. Le nombre de personnes concernées par une insécurité alimentaire grave est passé de 135 à 345 millions depuis 2019. Les fonds investis par les États (dont la Suisse) pour lutter contre la famine et, à plus long terme, pour améliorer les systèmes alimentaires, en particulier en Afrique subsaharienne, sont très loin d'être suffisants.

La grande crise alimentaire de 2008-2009 a eu un impact déterminant sur le lancement de la Nouvelle alliance en 2012. À l'époque, l'idée était qu'il suffisait de mobiliser des investissements privés pour apporter automatiquement une contribution déterminante à la résolution des problèmes. L'échec évident de ces programmes a prouvé aujourd'hui que cette hypothèse était tout à fait erronée.

Continuer comme si de rien n'était

Pourtant, étrangement, cet échec semble n'être jamais vraiment pris en compte. Au contraire, de nombreux nouveaux programmes semblent viser des objectifs très similaires. La Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), elle aussi, parie de plus en plus sur la coopération avec le secteur privé : en 2021 par exemple, elle a lancé la « Sustainable Development Goal Impact Finance Initiative » en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et les fondations de Credit Suisse et d'UBS.

On ne sollicite plus seulement le secteur privé – comprenez, les grandes multinationales – pour obtenir du financement, mais aussi pour qu'il fasse part de ses idées afin de lutter contre la faim et la pauvreté ou le changement climatique. Ces dernières années, des organisations des Nations Unies ont lancé de vastes partenariats stratégiques avec le WEF et des associations de lobbying représentant les intérêts des acteurs mondiaux de l'agriculture industrielle, par exemple lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires mondiaux de 2021. Le WEF prévoit de faire le point sur les objectifs initialement formulés lors de sa rencontre annuelle à Davos en janvier 2023. Le WEF a aussi placé des invités soigneusement choisis pour prendre la parole au sujet des systèmes alimentaires lors de la conférence mondiale sur le climat de novembre dernier. Parmi eux, le patron du groupe agroalimentaire brésilien JBS s'est exprimé, dans le cadre du briefing des médias du WEF, sur la contribution des industriels aux objectifs climatiques. Selon une analyse de l'organisation Mighty Earth, JBS, l'un des plus grands producteurs de viande bon marché au monde, figure parmi « les pires ennemis du climat ». ■

Prix d'investigation 2023: à la recherche d'enquêtes explosives sur des multinationales suisses

Après une deuxième édition compliquée par la pandémie de Covid-19, Public Eye lance enfin son troisième « Prix d'investigation ». Nous invitons à nouveau les journalistes du monde entier à proposer leurs projets d'enquête sur des violations de droits humains, des dégradations environnementales ou des abus financiers perpétrés par des entreprises suisses dans des pays économiquement défavorisés. Public Eye soutiendra deux projets à hauteur de 10 000 francs chacun.

OLIVER CLASSEN

Le phénomène est bien connu dans le milieu de la littérature et du cinéma : plus la première œuvre a connu de succès, plus les attentes sont élevées pour la suivante. Et plus il est difficile d'y répondre. Ce scénario s'est confirmé pour la deuxième édition du Prix d'investigation de Public Eye, compliquée par un rebondissement inattendu : peu après la publication de l'appel à projets, le monde entier – et donc aussi les journalistes – avait les yeux rivés sur la lutte contre la pandémie de Covid-19. Nous avons donc reçu « seulement » 44 propositions en avril 2020, soit 10 de moins qu'en 2018, lorsque Public Eye avait lancé son Prix d'investigation à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Parmi les dossiers reçus, un jury composé de trois spécialistes externes et de trois membres de l'équipe de Public Eye a retenu deux projets en 2020. Le premier n'a pu être réalisé qu'avec beaucoup de retard ; le second n'a pas pu aboutir à une publication. En cause : des possibilités de travail limitées et des restrictions de voyage à répétition, qui ont rendu très difficile le contact, essentiel, avec les sources. Et un lauréat qui a par ailleurs vécu un important changement au niveau professionnel.

Le reportage du journaliste belgradois Milorad Ivanović n'a quant à lui été publié qu'à l'été 2021, dans le magazine et sur le site internet de Public Eye, ainsi que dans plusieurs médias serbes. Mais l'attente aura valu la peine : le cofondateur du Balkan Investigative Research Network (BIRN) a mis en évidence les conséquences désastreuses d'une fabrique de ciment de Holcim sur la population de la petite ville industrielle de Beočin, dans le nord de la Serbie. Il a en outre montré comment le groupe zougais a systématiquement dépassé les limites légales en vigueur. Son reportage, basé sur des faits solides et des images fortes, explique pourquoi le géant suisse reste encore impuni, malgré la pollution de l'air dramatique dont il est responsable. « On ne peut plus respirer ici », déplore-t-on dans le voisinage de l'usine, sous couvert d'anonymat par peur des répressions. S'il n'existe pas de données sanitaires officielles, celles du

cimetière montrent que le taux de mortalité par cancer est nettement plus élevé que la moyenne nationale. Holcim concède certes des « dépassements marginaux des valeurs d'émissions » mais affirme que le problème aurait été « réglé depuis longtemps ».

Public Eye soutient l'investigation

De telles enquêtes approfondies, menées dans des conditions difficiles, demandent un grand savoir-faire, ainsi que du temps et des moyens financiers dont manquent cruellement les journalistes aujourd'hui. Le travail de Public Eye montre depuis longtemps à quel point il est nécessaire et important de scruter les activités des entreprises suisses à l'étranger. Le journalisme d'investigation est au cœur de notre action. C'est pourquoi nous voulons également y contribuer en soutenant, tous les deux ans, des enquêtes allant au-delà de nos propres thématiques et campagnes. D'autres acteurs, tels que les réseaux de journalistes d'investigation JournaFonds ou investigativ.ch, financent désormais aussi des projets, ce qui souligne la pertinence de ces enquêtes et la reconnaissance de leur utilité pour la démocratie et la justice dans notre société. « La lumière du soleil est le meilleur désinfectant » : la fameuse citation de Louis Brandeis, avocat progressiste et juge à la Cour suprême des États-Unis, raisonne toujours autant un siècle plus tard. ■





© Tesson/Andia/Alamy Stock Foto



© Martin Bichsel

Le paraquat de Syngenta et la maladie de Parkinson

En marge de procès aux États-Unis, le journal britannique *The Guardian* a pu analyser en exclusivité des centaines de documents internes de Syngenta et Chevron. Ceux-ci montrent que la société ICI, ancêtre de Syngenta, et Chevron, qui commercialisait alors du paraquat aux États-Unis, avaient conscience depuis plus de 50 ans d'études scientifiques attestant de liens probables entre l'herbicide et des maladies neurologiques comme Parkinson. En 1974, un avocat de Chevron avertissait en interne que ce « terrible problème », selon les termes employés par un scientifique d'ICI, pourrait occasionner « des procès se chiffrant en millions ».

Les documents révèlent aussi les méthodes employées par Syngenta pour défendre « vigoureusement » l'autorisation de commercialisation du paraquat et « défendre un chiffre d'affaires annuel de plus de 400 millions de dollars ». Ainsi, en 2005, Syngenta a discrètement demandé à un expert du groupe de lobbying CropLife America de dénigrer auprès des autorités états-uniennes le travail critique d'une scientifique renommée afin qu'elles ne la recrutent pas dans un groupe consultatif scientifique décisif pour l'autorisation du paraquat.

Aujourd'hui, Syngenta et Chevron sont poursuivies aux États-Unis et au Canada par près de 2000 personnes qui jugent le paraquat responsable de leur maladie de Parkinson. Les entreprises pourraient devoir verser des milliards de dédommagement.

Les documents obtenus ont constitué la base d'une recherche exclusive menée par Public Eye et l'organisation britannique Unearthed. Ils montrent comment, pendant des décennies, Syngenta s'est accommodée des intoxications mortelles au paraquat et s'est abstenue de prendre des mesures, pourtant identifiées en interne, pour améliorer la sécurité du produit.

Si le paraquat est désormais interdit dans 59 pays, dont la Suisse, il est toujours commercialisé aux États-Unis, notamment par Syngenta.

240 000 signatures contre les brevets sur les semences remises au Conseil fédéral

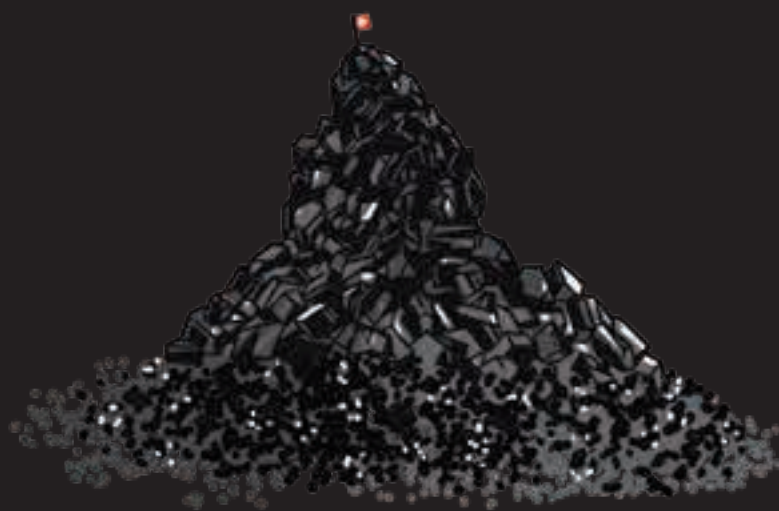
Mi-décembre 2022, des représentant-e-s de Public Eye, Swissaid, ProSpecieRara et biorespect ont mené une action devant le Palais fédéral à Berne pour exiger des mesures efficaces contre le brevetage de plantes et d'animaux issus de la sélection conventionnelle. Les ONG ont également remis une pétition en ce sens à la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, anciennement ministre de la Justice, signée par 240 000 personnes de toute l'Europe, dont 17 000 en Suisse.

Devant le Palais fédéral, des tomates, des brocolis, de l'orge et du maïs hauts de 2 mètres ont attiré l'attention sur les conditions intolérables du brevetage des plantes. Le nombre de brevets délivrés par l'Office européen des brevets (OEB) sur des semences issues de la sélection conventionnelle ne cesse d'augmenter – et ce, même si les brevets sur la sélection conventionnelle de plantes et d'animaux sont interdits en Europe. Réunies au sein de la coalition « Pas de brevets sur les semences », les organisations suisses, ainsi que plus de 70 organisations et 240 000 cosignataires de 18 pays, appellent les gouvernements européens à agir contre cet abus évident du droit des brevets.

Les signataires demandent que les 39 États membres de l'OEB, dont la Suisse, se réunissent en conférence afin de prendre des mesures efficaces contre les brevets sur les plantes et les animaux. Après des années d'allers-retours, la Grande Chambre de recours de l'Office européen des brevets a rendu, en avril 2020, une décision de principe historique selon laquelle les plantes et les animaux issus de procédés d'obtention « essentiellement biologiques » ne sont pas brevetables. Elle faisait ainsi suite aux demandes de la société civile, du Parlement européen et des organisations de sélectionneurs et d'agriculteurs et agricultrices qui s'étaient opposé-e-s pendant des années à l'octroi de tels brevets. Mais l'insécurité juridique perdure encore aujourd'hui. En effet, des avocat-e-s rusé-e-s, spécialistes des brevets, continuent de trouver des moyens de contourner l'interdiction.

Pour un monde sans charbon

Le charbon est une énergie appartenant au passé. Il est l'agent le plus contaminant de la planète et ses lourdes externalités négatives sont rarement prises en compte dans son prix à la tonne. La construction de nouvelles centrales à charbon menace d'enfermer à long terme les pays émergents dans un cercle vicieux. Ce constat, ainsi que les mesures à mettre en place afin de décarboner la place financière suisse ne doivent pas détourner des efforts visant à réduire l'importation et la consommation d'énergies fossiles en Suisse.



Nous demandons au Conseil fédéral et au Parlement d'assumer leurs responsabilités face à la crise climatique et de décider maintenant d'abandonner le commerce de charbon, climaticide, d'ici à 2030.



Signez la pétition pour que la Suisse abandonne le commerce de charbon : publiceye.ch/stop-charbon

L'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises à l'étranger. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne
Tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch
Compte de dons IBAN CH64 0900 0000 1001 0813 5

publiceye.ch

[@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse) [@PublicEyeSuisse](https://facebook.com/PublicEyeSuisse) [@publiceye.ch](https://instagram.com/publiceye.ch)



Agir ici pour un monde plus juste

Public Eye